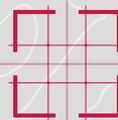




GICAT.COM

20
20



RAPPORT D'ACTIVITÉ



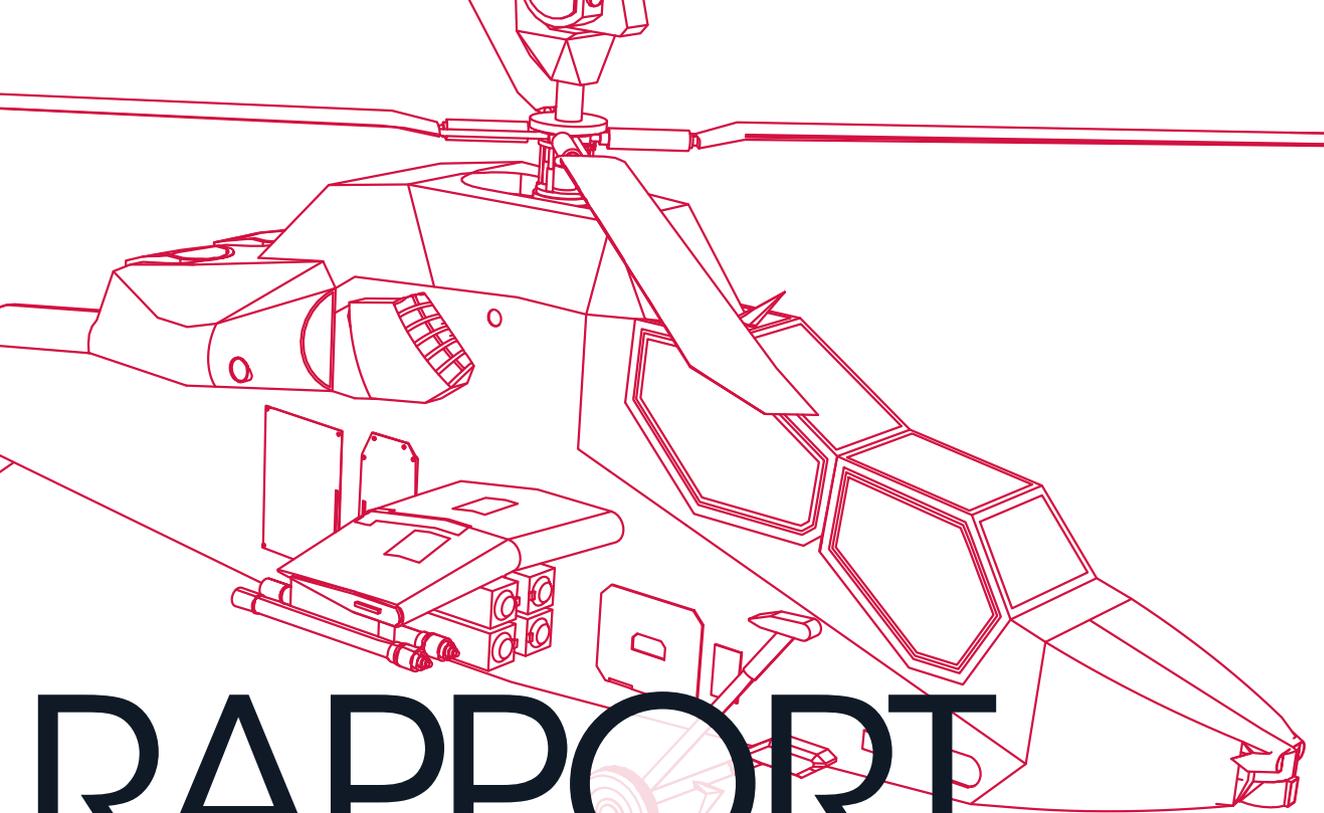
GICAT

Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres

GICAT

Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aériennes





20
20

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1

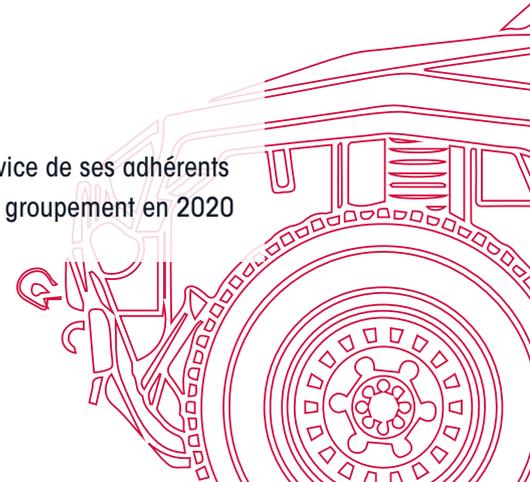
Éditos

- 6 Le mot du Président
- 8 Le mot du Délégué Général
- 10 La parole à nos partenaires

2

Qui sommes-nous ?

- 16 Les indicateurs clés 2020
- 18 Le GICAT en chiffres
- 20 Le GICAT en chiffres... Analyse
- 22 Le GICAT : comment ça marche ?
- 24 Un groupement professionnel au service de ses adhérents
- 32 Quelques événements marquants du groupement en 2020



3

S'unir autour d'intérêts communs

S'unir autour d'intérêts communs... témoignages

- 36** Une filière pilier de nos forces et de l'économie française
De la nécessité d'exporter
- 37** Industrie 4.0 et compétitivité : place à l'innovation
- 38** Passer du kaki au vert
Réunir l'écosystème terrestre pour travailler sur l'énergie électrique embarquée : GT EEE
Financement de l'industrie de défense : le GICAT, porte-parole de ses adhérents

Coopération entre groupements et instances de gouvernance

- 40** Le CIDEF : groupement des groupements
Le CIDEF : un espace privilégié pour défendre les intérêts français en Europe
- 41** Structuration de la filière Sécurité

Les adhérents du GICAT face à la crise sanitaire

- 42** Le GICAT à leur écoute
- 43** État des lieux de leur situation fin 2020
Les actions envisagées en 2021
- 44** Témoignages de nos adhérents : comment ont-ils fait face ?

4

Nos engagements pour l'avenir

- 48** Éclairage prospectif et amplification des synergies armée de Terre, DGA et industriels
- 49** Le GICAT toujours en pointe de l'innovation avec GENERATE
Le GICAT désormais membre partenaire de France Digitale
- 50** Livre Blanc de la Sécurité Intérieure : décryptage

La sécurité : les industriels du GICAT force de proposition

- 52** JOP PARIS 2024. 2020 : une année compliquée... mais porteuse d'espoir !
- 53** Territoires de confiance
- 54** L'Europe en point de mire
- 56** Les grands Rendez-vous de 2021
- 58** L'équipe GICAT en 2021
- 59** Ils nous font confiance

GICAT

Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres



le mot du Président

| Marc DARMON, Président du GICAT

2020, année de crise sanitaire et économique majeure, une année difficile pour toutes les filières et bien sûr pour notre industrie.

Mais, aussi une année qui a montré la résilience des adhérents du GICAT qui ont su maintenir le soutien industriel à nos forces malgré les difficultés, en s'adaptant pour être au rendez-vous de leurs besoins opérationnels.

Ce succès est le fruit d'un dialogue constant entre l'industrie et la DGA, d'un soutien attentif de l'Etat envers les entreprises de la Base Industrielle et Technologique de Défense française (BITD) et d'une solidarité entre industriels mais aussi vis-à-vis de leurs clients étatiques. Cette attitude exemplaire prouve la capacité de nos entreprises à rebondir tout en préparant l'avenir.

En effet, les jalons de livraison ont été respectés ou adaptés en concertation avec la DGA, dont l'action en matière de paiements a constitué un véritable soutien financier. Nous saluons aussi le travail effectué sur l'analyse qu'elle a menée sur la BITD et sur les fragilités de la supply chain.

Malgré le contexte que je viens d'évoquer, le GICAT a poursuivi sa croissance, avec plus de 280 adhérents et une cinquantaine de start-ups au sein de son accélérateur GENERATE. Je rends ici hommage à mon prédécesseur, Stéphane Mayer, qui a mis le groupement sur de bons rails durant les quatre années de sa présidence.

En nous rejoignant, ces entreprises ont compris qu'en nombre nous étions plus forts pour défendre notre industrie sur le territoire national mais surtout à l'international, dans un contexte de ralentissement général des exportations et de forte concurrence, que ce soit dans le domaine de la défense ou de la sécurité.

2020 a été l'objet de grandes satisfactions, conjuguées à certaines interrogations.

En matière de défense, la mise en application de la loi de programmation militaire (LPM) s'est faite dans le respect de ce qui avait été programmé et il convient de la saluer. Un seul regret : que le terrestre, malgré nos propositions, n'ait pas été associé au plan de relance, dans un contexte

économique à venir qui s'annonce difficile notamment en 2021 et 2022.

La Sécurité, grâce à la signature du contrat de filière, est devenue une branche reconnue au sein du conseil national de l'industrie. La forte mobilisation des adhérents du GICAT dans le cadre des deux dossiers qui nous sont dévolus (Territoires de confiance et sécurisation des grands événements et plus particulièrement des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024). Je regrette comme pour la Défense, que ces deux dossiers thématiques n'aient pas été retenus en tant que tels au titre du plan de relance malgré nos propositions.

A l'international, nous avons assisté au décollage de la dimension européenne. Les coopérations bilatérales continuent d'avancer à des rythmes divers : le programme CAMO avec la Belgique, le rapprochement franco-allemand avec le MGCS qui est en cours de négociation.

En attendant, les résultats de 2020 du Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP), ceux de 2019 ont été excellents. La France a reçu 40 millions sur les 200 octroyés, soit 20% des fonds ! Cette dynamique est encourageante.

N'oublions pas que le marché européen représente environ un cinquième de nos exportations, une part en augmentation.

Quant à l'Export hors d'Europe, qui représente 40% du CA de la filière, il a été grandement freiné par la crise sanitaire et 66% de nos adhérents ont déclaré avoir été touchés de manière importante. Tout cela dans un contexte où les salons ont été annulés dont notre salon Eurosatory et où les équipes commerciales ne peuvent plus voyager. Il sera une de nos priorités pour l'année à venir.

Après une année 2019 marquée du signe de ses 40 ans, le GICAT se projetait avec ambition sur le 21^{ème} siècle. L'ambition est toujours là, soutenue par les leçons de cette crise qui reconnaît un rôle essentiel à son industrie de défense en matière de résilience et l'importance de l'autonomie stratégique française tout en faisant la part belle à la coordination des réponses européennes. Plus que jamais, il importe que l'industrie de défense et de sécurité offre les conditions de la supériorité technologique à nos forces civiles et militaires, face à la multiplication des menaces. C'est toute l'ambition du GICAT et de ses adhérents.



le mot du Délégué Général

| Jean Marc DUQUESNE, Délégué Général du GICAT

2020, année critique, année de questionnements, année de préparation du rebond.

Le choc et la réaction à la crise.

Nos adhérents n'ont pas été épargnés par la pandémie et notre priorité a été de les accompagner dans cette période de grande incertitude. Dès le mois d'avril, le GICAT a ainsi lancé une enquête pour connaître l'impact de la crise sur leur activité afin de les soutenir au mieux et faire remonter leurs besoins auprès des différentes autorités..

Très rapidement de nouveaux services en ligne ont été mis en place à leur profit, en relayant dans notre revue de presse quotidienne et sur notre site internet les dispositifs d'aide mis en place par le gouvernement. Nous avons aussi pu leur faire bénéficier d'échange de bonnes pratiques et de soutien en matériels entre membres du GICAT. Puis, des webinars ont été organisés afin d'offrir une espace d'échanges entre nos PME et les grands donneurs d'ordre, qu'ils soient étatiques ou industriels.

Quand les conditions sanitaires le permettaient, certains événements ont été maintenus « quoi qu'il en coûte » quant au temps consacré à leur préparation. Ainsi, les petits-déjeuners SécuriTerre, des commissions en région, les jurys de sélection de GENERATE, notre accélérateur de start-up, ont été mis en œuvre dans le respect des gestes barrières pour que notre écosystème continue de vivre et d'avancer. La consolidation des relations entre les industriels et la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) se poursuit grâce, notamment, à la signature de la charte de partenariat du MCO terrestre avec les PME du GICAT en septembre dernier, de même que l'amplification des synergies entre l'armée de Terre, la DGA et nos adhérents. Dans la même veine, en matière d'innovation, une convention de partenariat a été signée avec l'Agence d'Innovation de Défense (AID). Dans le cadre du comité stratégique de filière sécurité, les travaux pour doter les Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 d'une architecture technologique de sécurité se poursuivent avec opiniâtreté.

L'annulation d'Eurosatory 2020

Notre grand regret fut l'annulation de notre salon Eurosatory, rendez-vous biennal mondial et moment phare de notre écosystème. Je salue ici la gestion de cette crise menée

avec un grand professionnalisme et beaucoup de prudence par le COGES Events, filiale commerciale du GICAT et l'appui de son Conseil d'administration. Eurosatory est un salon fait par des industriels pour des industriels. Ce type de risques avait été pris en compte et nous disposons des moyens nécessaires à la bonne préparation d'Eurosatory 2022, qui doit rester le premier salon mondial de son domaine, tout en demeurant le plus abordable financièrement pour nos adhérents.

J'en profite aussi pour saluer l'action de Patrick Colas des Francs durant treize ans à la tête du COGES Events. Il a contribué avec ses équipes à faire d'Eurosatory le premier salon mondial de Défense et de Sécurité terrestres et aéroterrestres. Je souhaite la bienvenue et les mêmes succès à son successeur Charles Beaudouin.

Notre équipe, résiliente, a su également s'adapter et renforcer ses forces vives. Thierry Puig a succédé à Jean-Albert Epitalon, parti à la retraite, Hermance Baudry a repris les activités de Mathilde Herman et Axel Nicolas nous a rejoints en début d'année pour couvrir la dimension européenne, les études et la commission RH.

Vers le rebond

Se projeter sur la prochaine édition du salon, c'est aussi penser à l'avenir de nos adhérents et à celui de notre groupement. La moitié du chiffre d'affaires de la filière se réalise à l'export. La route vers Eurosatory 2022 sera jalonnée par de nombreux événements dont notre salon Platinum Security Exhibition à Monaco en février et de notre pavillon France sur Idex, à Abu Dhabi, en mars 2021, deux événements que nous avons pu maintenir aux prix d'efforts importants.

Nos priorités restent la défense des intérêts de nos industriels et nos actions vont dans ce sens à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Chaque jour, nous continuons de nourrir le dialogue instauré avec les différentes autorités françaises, européennes et internationales.

Groupement proactif et innovant, représentant d'une filière de haute technologie, le GICAT contribue à la dynamique reconnue de l'industrie de Défense et de Sécurité, y compris dans l'adversité comme actuellement avec la crise du Coronavirus.

Montrer ce que fut cette réalité en 2020, telle est l'ambition de ce nouveau rapport d'activité.



la parole à nos Partenaires

| Joël BARRE, Délégué Général pour l'armement

Dans un cadre stratégique prenant acte de l'augmentation des tensions, la loi de programmation militaire 19-25 fixe un haut niveau d'ambition pour la remontée en puissance de nos capacités opérationnelles.

L'armée de Terre en sortira modernisée sur l'ensemble du spectre de ses capacités tout particulièrement celles « à hauteur d'homme ».

À titre d'illustration, à fin 2021, un premier groupe tactique interarmes SCORPION, équipé de véhicules Griffon dans les deux versions « transport de troupes » et « poste de commandement » et doté de la première version opérationnelle du Système d'information du combat Scorpion (SICS), sera en mesure d'être projeté en opérations extérieures.

Les systèmes terrestres de demain bénéficieront de la capacité d'interconnexion. Après le GTIA SCORPION 2021, le couplage du SICS avec la radio CONTACT fera rentrer l'armée de Terre dans l'info-valorisation et l'ère du combat collaboratif. L'usage simultané et combiné des échanges voix et données offriront un réel changement de paradigme dans la conduite des opérations. En 2020, plus de 425 postes CONTACT ont été produits et en 2021, ce sont plus de 1700 postes qui sont attendus.

L'arrivée des drones marque également une avancée capacitaire significative pour les armées dans le domaine du renseignement, de la connaissance et de l'anticipation : entre 2019 et mi-2021, c'est près de 730 vecteurs sur les segments des nano et micro drones qui auront été livrés à l'armée de Terre. La DGA attend de ses partenaires industriels qu'ils soient à la hauteur des engagements pris dans ce domaine où les attentes opérationnelles sont majeures.

Le domaine terrestre est un secteur qui s'envisage également en coopération. L'arrangement-cadre MGCS a été signé en avril dernier, suivi du premier contrat relatif aux études d'architecture en mai dernier. Ces étapes sont les piliers d'un projet qui structurera l'industrie européenne de défense terrestre. Sous l'égide de la DGA,

l'industrie française s'est révélée particulièrement active sur les thématiques terrestres des appels à projets PEDID. Trois nouveaux dossiers de candidature impliquant la France ont pu être déposés fin 2020, parmi lesquels FAMOUS, qui vise à préparer les nouvelles générations de véhicules blindés et devrait directement contribuer au développement du futur véhicule blindé d'aide à l'engagement (VBAE). Une extension des thématiques est d'ores et déjà

visagée dans le cadre du fonds européen de défense. En 2020, le partenariat capacitaire CAMO, noué avec la Belgique s'est renforcé afin de permettre des acquisitions mutuelles et de promouvoir des coopérations futures en matière d'armement terrestre. La DGA a ainsi commandé au profit de la Belgique, des brouilleurs Barrage, dont les premiers exemplaires lui seront livrés en 2021. Par ailleurs, malgré le contexte difficile de la crise sanitaire, la DGA a poursuivi ses actions de soutien à l'export de l'industrie du secteur terrestre, en appuyant des prospects majeurs auprès de nos partenaires étrangers.

Tout cela n'est envisageable qu'avec une base industrielle et technologique de défense (BITD) solide et crédible. Durant l'année 2020, la DGA a mis en place une Task Force BITD, en relation avec les maîtres d'œuvre industriels et groupements professionnels afin de comprendre, d'anticiper et d'apporter un soutien aux entreprises impactées par la crise de la COVID 19. Plus de 1200 entreprises ont été visitées par les services de la DGA, dont plus de 300 dans le domaine de l'armement terrestre. Des mesures de remédiation ont été mises en œuvre (aide à l'obtention de prêt, anticipation de commandes ou nouvelles commandes, accélération des paiements, soutien pour l'accès au plan de relance), dont une trentaine pour les entreprises de ce domaine. Les travaux d'accompagnement de la BITD ont vocation à se poursuivre dans la durée.

Ces réalisations concrètes sont le fruit du travail des équipes de la DGA, à l'écoute permanente des armées et en interface avec l'industrie. Cet interfaçage nécessitera un travail encore plus intégré, pour accélérer la convergence entre le besoin militaire et les solutions techniques, tirer le meilleur parti des technologies et des savoir-faire industriels et réduire la durée des cycles de développement.



la parole à nos Partenaires

| Olivier de MAZIÈRES, Préfet, Délégué ministériel aux partenariats, aux stratégies et aux innovations de sécurité auprès du ministre de l'Intérieur (DPSIS)

2020 a été marquée par le surgissement d'une catastrophe sanitaire inédite, face à laquelle la gestion de crise est devenue le mode de fonctionnement normal.

En parallèle, la montée des violences de toute nature a continué de mettre durement à l'épreuve nos forces de l'ordre. Enfin, les attaques numériques ont redoublé partout sur le territoire contre les personnes, les entreprises et les administrations.

Face à ces menaces qu'on sait durables, toute notre approche de la sécurité doit être repensée. C'est ce que fait le Livre Blanc publié en fin d'année et dont le Ministre de l'Intérieur a souhaité faire sa feuille de route.

L'un des piliers sur lequel repose le Livre Blanc est que l'Etat ne peut, ni ne doit exercer une compétence exclusive en matière de sécurité. Les coopérations de sécurité ne sont certes pas une idée neuve, mais après avoir conquis les esprits, elles abordent aujourd'hui les rivages du réel.

Dans son ouverture à votre rapport 2019, le Directeur général de la gendarmerie nationale pointait l'urgence de mieux articuler les forces de l'Etat avec celles des autres acteurs de la sécurité (police municipale, sécurité privée, directions sûreté des entreprises...), ainsi que le besoin de leur procurer des outils performants, en lien avec les industriels, au premier rang desquels figurent les membres du GICAT.

Mais la continuité des forces et des moyens en appelle une autre : celle des territoires, y compris cyber. La distinction entre espaces urbains, périurbains et ruraux résiste de moins en moins aux recompositions en cours. La délinquance peut dorénavant frapper avec la même force partout, surtout quand elle s'appuie sur des moyens numériques.

En revanche, les victimes n'ont pas tous les moyens techniques ou financiers de se défendre. Notre impératif commun est de prévenir ce risque d'inégalité - certains parlent de fracture - face à l'insécurité.

La sécurité de demain se construit donc à plusieurs et dès aujourd'hui. Elle comblera des compétences humaines, des moyens technologiques et un maillage plus fin des territoires. Il ne s'agit pas d'empiler ou de juxtaposer des ressources, mais de les

faire travailler ensemble, au service d'une stratégie cohérente, partagée et ambitieuse.

Dans cette perspective, les grands événements qui s'annoncent, comme la présidence de l'Union européenne en 2022, la coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques de 2024 seront des accélérateurs. Les vagues d'innovations qui se profilent (Réseau Radio du Futur, usage des drones, intelligence artificielle...) permettront de décupler l'efficacité des forces et de repenser la coopération entre les acteurs de la sécurité.

La proposition de loi sur la sécurité globale porte déjà une grande part de ces ambitions. En reconnaissant de nouvelles compétences aux policiers municipaux, y compris sur le terrain judiciaire, en favorisant la montée en gamme et la professionnalisation de la sécurité privée, en ouvrant la voie à l'usage de technologies nouvelles, elle rend possible la sécurité partagée que nous appelons tous de nos vœux.

Le ministère de l'Intérieur a déjà anticipé en se réorganisant. En agrégeant les ex délégation aux coopérations de sécurité, délégation aux industries de sécurité et à la lutte contre les cyber-menaces, ainsi que la mission de normalisation, la DPSIS concrétise cette approche.

Dans une logique de hub, la DPSIS incarne le continuum dans sa globalité, anime les partenariats, constitue le point d'entrée au sein du ministère pour l'ensemble des acteurs privés et publics de la sécurité et assure la cohérence des initiatives prises par et avec les directions opérationnelles.

J'attends beaucoup de la coopération avec le GICAT qui doit, au même titre que le contrat stratégique de filière signé il y a un an, faire émerger une base industrielle et technologique de la sécurité. L'intérêt des pouvoirs publics est d'accompagner ainsi l'éclosion d'un écosystème de fournisseurs performants et de partenaires créatifs, aptes à renforcer ses moyens d'action sur tous les terrains, physiques comme cyber.

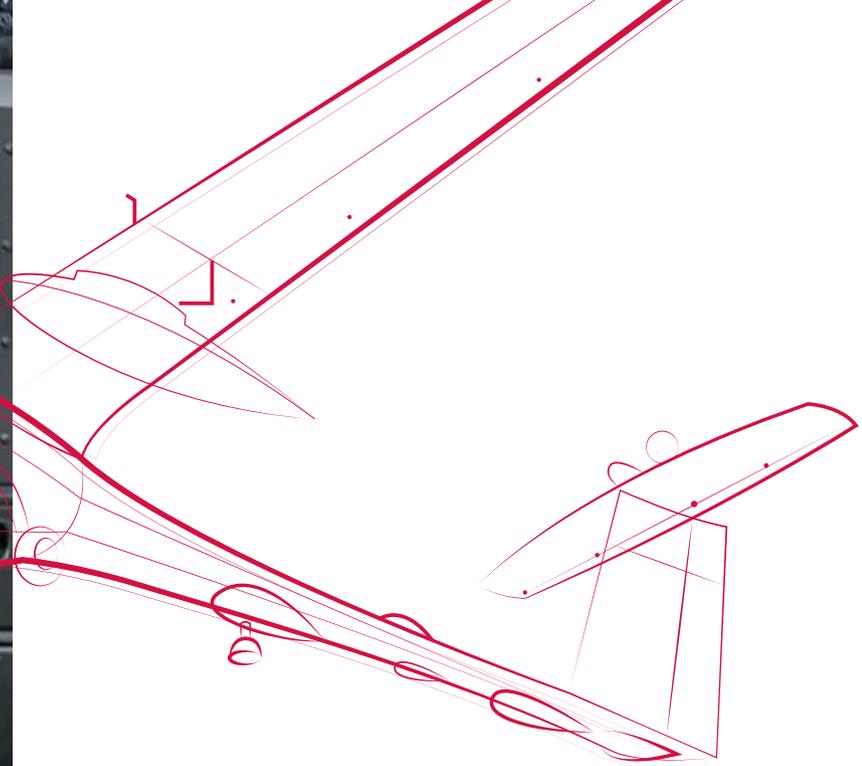


qui sommes-nous ?



Groupement professionnel

déf. : Organisation structurée constituée par un ensemble de personnes ayant les mêmes intérêts, les mêmes aspirations.

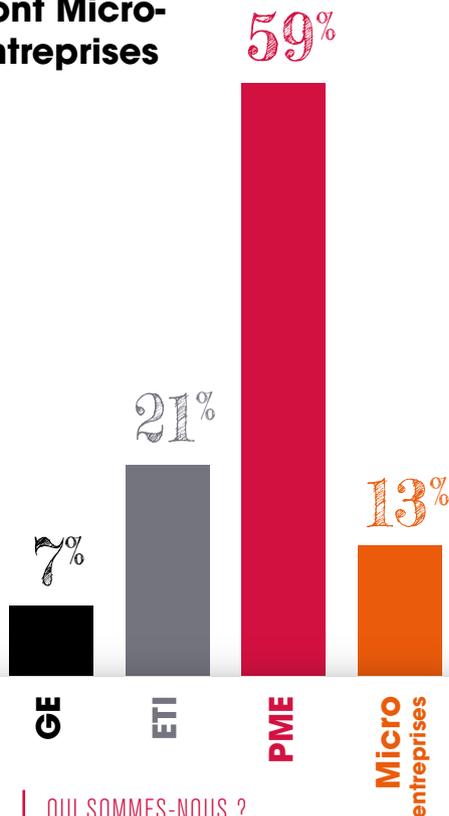


En 2020, le GICAT a plus que jamais suivi les évolutions que connaissent ses adhérents. Dans ce cadre, voici les chiffres issus de l'étude annuelle menée en collaboration avec la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), analysés par la Chaire Economie de Défense de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN).

Profil de nos adhérents

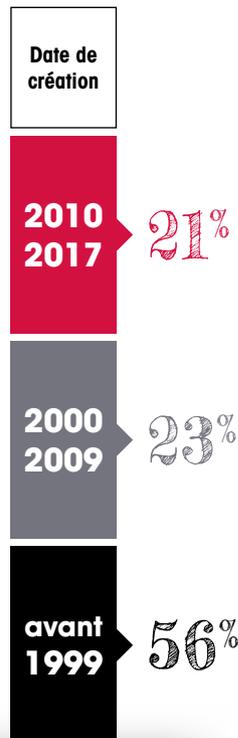
Taille des entreprises

**72% PME
 dont Micro-
 entreprises**



Date de création

**Des entreprises
 établies**



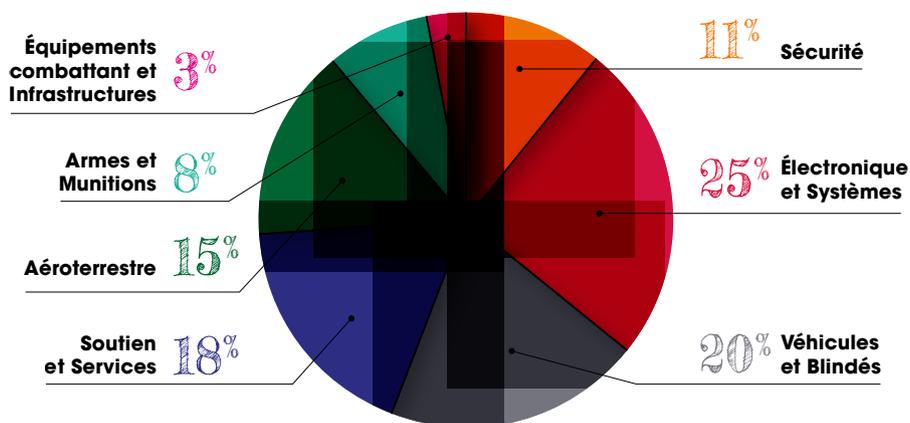
Une majorité de PME (définition de l'INSEE et Eurostat à partir des effectifs, du CA et du bilan).

Une coexistence d'entreprises historiques et d'autres plus récentes :

- **56%** des entreprises adhérentes ont été créées avant 1999.
- **21%** des entreprises adhérentes ont moins de 10 ans d'existence (un chiffre en constante progression : 19% en 2019, 14% en 2018).

Domaines d'activités Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres

CA DEFSEC 2019 par domaines d'activités



- Des activités liées à « Électronique & Systèmes » représentant 1/4 du CA DEFSEC 2019, suivi par « Véhicules & Blindés » (20%).
- Une part « Sécurité » en hausse, passant de 9% à 11% du CA DEFSEC total, tirée en partie par les activités de nouveaux adhérents (par exemple Idemia, Securitas, Orange Business Services).

Effectifs des adhérents du GICAT au 31 décembre 2019

24 500

- Emplois directs générés par les adhérents du GICAT.

+

~ 20 000

- Emplois indirects (emplois dans la chaîne de sous-traitance). Estimation des emplois générés par l'activité des principaux Maîtres d'œuvre/intégrateurs/fournisseurs

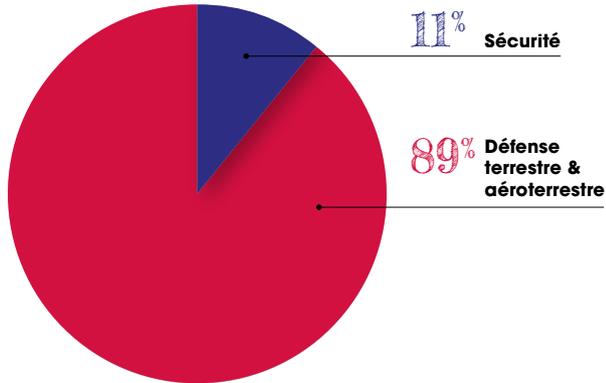
=

45 000

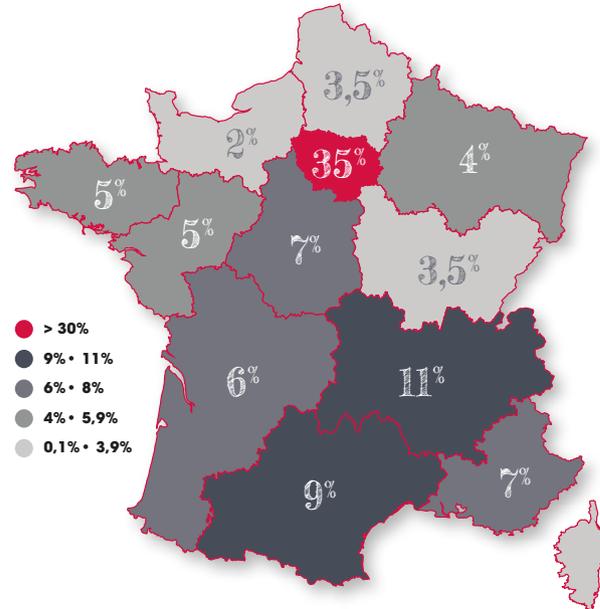
- Emplois globaux générés par l'industrie de Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres.

CA 2019 Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres : 7,5 Mds€

Cœur historique Armement terrestre dominant



Des sites industriels répartis dans toutes les régions

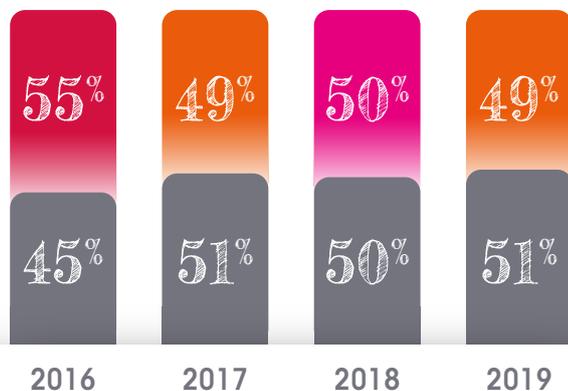


- Poids majeur de la région **ile-de-France** (35% des sites répertoriés).
- Mais également des régions **Auvergne-Rhône-Alpes** (11%), **Occitanie** (9%), **Centre-Val de Loire** et **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (chacune autour de 7%), suivi de la **Nouvelle Aquitaine** (6%).

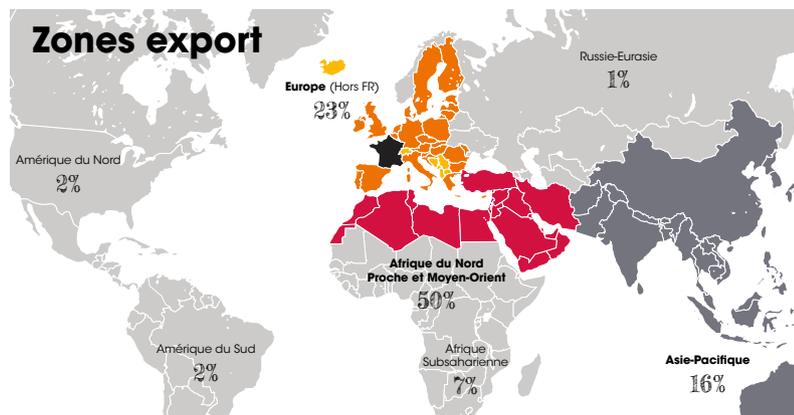
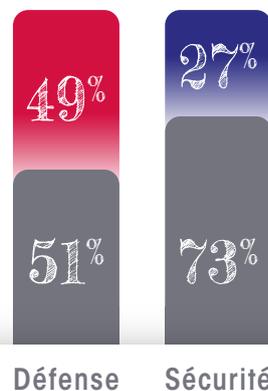
49% du CA Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres 2019 réalisés à l'export

Comparaison de 2016 à 2019

● National ● ● ● Export



Répartition du CA 2019 National/Export pour la Défense et la Sécurité



- Une part export « Europe » stable (23%).
- Retour à la hausse des ventes exports réalisées en Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient (part de 50% du CA export 2019 contre 45% en 2018).
- Croissance confirmée de la part des ventes à destination de l'Afrique Subsaharienne (7% en 2019 contre 5% en 2018 et 1% en 2017).
- Pour la première année depuis 2017, baisse de la part export réalisée en zone Asie-Pacifique (16% en 2019 contre 21% les années précédentes).

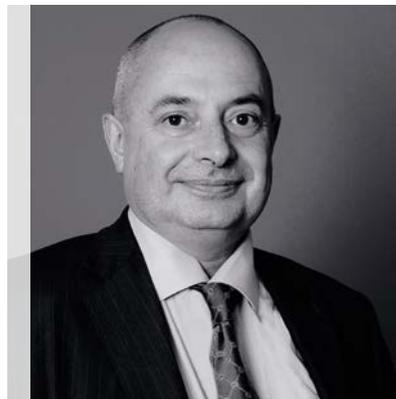


« L'industrie de défense est affectée par la double crise sanitaire et économique. Néanmoins, contrairement à de nombreux secteurs d'activité, elle bénéficie d'une demande inchangée avec la pleine exécution de la LPM en 2020 mais également d'un soutien de la DGA, en particulier vis-à-vis des PME. Le secteur du terrestre devrait rester moins exposé aux fluctuations du secteur civil en raison de sa plus grande spécialisation. Il conviendra d'être vigilant au maintien des crédits budgétaires après 2022, au processus de coopération, en particulier avec l'Allemagne et aux exportations nécessaires à la compétitivité du secteur. »

Jean BELIN et Julien MALIZARD

Chercheurs titulaire et titulaire adjoint Chaire Economie de défense
IHEDN





« Les exportations ont souffert en 2020, même si les chiffres pour la France ne seront communiqués qu'au mois de juin 2021, du fait des contraintes sanitaires liées à la crise du COVID-19. Les explications sont multiples : délai d'obtention des licences parfois accru, ralentissement des passages en douanes affectant tant les exportations que la

livraison de composants étrangers, annulation de salons d'exposants, démarches commerciales ralenties du fait des fermetures de frontières et d'un trafic aérien réduit, attentisme des clients.

Pour autant les budgets de défense n'ont pour le moment pas souffert de la crise, le secteur participant au soutien à l'activité économique alors que les tensions dans le monde ont continué à s'accroître. La crise du COVID-19 pourrait conduire à une baisse des budgets de défense à une échéance de 2 à 3 ans. Par ailleurs, la rivalité croissante du monde occidental avec la Chine et la Russie pourrait entraîner dans les années à venir à une nouvelle segmentation en deux clans du marché mondial de l'armement. »

Jean Pierre MAULNY

Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)



Notre raison d'être

Le GICAT, groupement professionnel créé en 1978, compte plus de 280 adhérents ; des grands groupes, ETI, PME auxquels s'ajoutent depuis la création de GENERATE, son accélérateur de start-up en 2007, une cinquantaine de jeunes pousses. Ses adhérents, les industriels français de la Défense et de la sécurité terrestres et aéroterrestres, couvrent un large spectre d'activités industrielles, de recherche, de services et de conseil au profit des composantes militaires et civiles, nationales et internationales.

La mission du GICAT est de représenter les intérêts de ses membres en organisant le dialogue avec les institutionnels et en valorisant leurs savoir-faire en France et à l'international. Il leur offre également des services pour favoriser leur développement notamment à l'export.

Son rayonnement international s'appuie sur les salons internationaux EUROSATORY en France, Platinum Security Exhibition à Monaco, Expodefensa en Colombie et ShieldAfrica en Côte d'Ivoire organisés par sa filiale COGES Events, ainsi qu'en fédérant les Pavillons France sur un certain nombre de salons de défense et/ou de sécurité à l'étranger.

Notre gouvernance

Le Conseil d'administration du GICAT est composé de représentants élus issus de 29 sociétés adhérentes et de membres de droit. Il détermine les orientations stratégiques du Groupement. Le Président, élu par le Conseil d'administration pour deux ans, renouvelable une fois, représente le Groupement dans tous les actes de la vie sociale.

PRÉSIDENT DU GICAT :

- **Marc DARMON** | THALES

HUIT VICE-PRÉSIDENTS :

- **Nicolas CHAMUSSY** | NEXTER SYSTEMS
- **Emmanuel LEVACHER** | ARQUUS
- **Patrick OSWALD** | AIRBUS DS
- **Luc RENOUIL** | CNIM-BERTIN
- **Martin SION** | SAFRAN E&D
- **Guillaume GISCARD D'ESTAING** | SOFEMA
- **Jérôme DIACRE** | ELNO
- **Nathalie FÉLINES** | RISK&CO

La Délégation générale du GICAT, composée de neuf membres permanents et de 3 apprentis, assure la mise en œuvre opérationnelle des orientations stratégiques, en s'appuyant sur des groupes de travail et des commissions spécialisés ouverts aux sociétés membres et à ses partenaires afin de nourrir la réflexion relative aux secteurs stratégiques pour l'industrie.

Véritables forces de proposition, ces commissions permettent de produire des recommandations et d'organiser les actions et services du Groupement.



Le GICAT compte 7 commissions actives

LA COMMISSION PME

Elle s'attache à soutenir et à promouvoir les PME/ETI de la défense et de la sécurité en France et à l'international. Elle a pour objectif de leur faciliter l'accès à l'information à travers l'organisation de conférences ou de journées thématiques. Elle participe au développement des relations interentreprises, notamment avec les grands groupes et leur apporte un soutien à l'export par la mise en œuvre de services spécifiques (soutien au contrôle des exportations, etc.).

Président Jérôme DIACRE | ELNO

LA COMMISSION RECHERCHE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION (RTI)

Elle a la charge de la prospective et de la préparation de l'avenir. Ses travaux consistent à formuler des propositions en matière d'études amont pour l'industrie de défense terrestre et aéroterrestre et à promouvoir le développement de l'innovation en concertation avec l'armée de Terre et la DGA.

Président Luc RENOUIL | BERTIN

LA COMMISSION SOUTIEN ET SERVICES (C2S)

Elle a été créée pour accompagner le service soutien de l'armée de Terre et la SIMMT dans le processus de transformation du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre et de la chaîne de maintenance industrielle (SMITer). Elle est force de propositions pour des partenariats renforcés Etat-Industries et les contrats afférents, l'optimisation de la logistique des rechanges et la formation des cadres.

Président Thomas BRICE | ARQUUS

LA COMMISSION SÉCURITÉ

Elle a pour objectif de développer le GICAT dans le domaine de la sécurité et de promouvoir les intérêts de la profession dans ce domaine. Elle établit et entretient un plan d'actions afin de structurer l'offre industrielle sécurité des membres du GICAT (brochures capacitaires), entretenir le dialogue avec les institutionnels et les acteurs privés du secteur et le Conseil des industriels de la confiance et de la sécurité (CICS). Elle offre à ses membres un accès à une information variée et pointue via des conférences et témoignages d'acteurs clefs de la Sécurité et les accompagne à l'export en organisant des missions de prospection à l'étranger.

Présidente Nathalie FELINES | GÉOMINES

LA COMMISSION AFFAIRES INTERNATIONALES

Elle a pour mission de promouvoir la représentation de l'industrie française à l'international. Elle fournit des services aux adhérents du GICAT en matière de soutien et de contrôle export. Elle complète la politique salon et accompagne les exposants à l'étranger via la fourniture de prestations. Elle structure le dialogue avec le réseau diplomatique en France et à l'étranger et assure le lien avec l'Union européenne et l'OTAN, via les associations et les représentations industrielles.

Président Marc-Henri FIGUIER | ATOS

LA COMMISSION COMMUNICATION

Elle assure la promotion des filières Défense et Sécurité. Elle a vocation à définir et mettre en œuvre la stratégie de communication et d'influence du Groupement. Elle partage les bonnes pratiques entre industriels du secteur et coordonne les actions de marketing et de communication pour valoriser son image et ses spécificités.

Présidente Charlotte MATRINGE | SAFRAN

LA COMMISSION « RESSOURCES HUMAINES » (RH)

Elle est la dernière-née des sept commissions plénières du GICAT. Elle a vocation à rassembler la « Communauté RH » du secteur terrestre et aéroterrestre. À la suite du succès de « L'Opération Carrières », lors du salon Eurosatory de juin 2018, le GICAT a décidé de structurer son action, dans un premier temps au sein d'un Groupe de travail dédié. Après un an de travaux, ce groupe est devenu une commission plénière en avril 2020.

Elle concentre ses actions selon trois axes. Le premier est d'aider les entreprises du GICAT dans le cadre de leurs recrutements. A court-terme, en proposant des événements spécifiques pour mettre directement en lien les candidats et les entreprises.

À plus long-terme en développant des offres de formation et en formalisant les contacts avec les acteurs concernés, notamment le monde éducatif et universitaire. Elle promeut l'attractivité et la diversité des métiers du secteur terrestre. Enfin, elle aide les responsables RH des entreprises du GICAT dans leur travail. En permettant des échanges de bonnes pratiques entre ses membres et en invitant régulièrement des intervenants lors de ses réunions, la commission permet aux RH de bénéficier d'autres expertises.

Présidente Chantal DOGNIN | ARQUUS



Commission Petites & Moyennes Entreprises

Accompagner nos PME vers la relance.

« Malgré les aléas de l'année 2020, la commission PME a maintenu ses activités et continué à jouer son rôle autour de ses axes fondateurs, échanges d'informations, animation et défense de notre filière.

L'intervention de Henrik Vassallo, Directeur SAAB France, au sein de la commission marque la volonté d'étendre notre champ d'intervention au-delà des frontières en accueillant davantage de MOI et intégrateurs européens. Cette démarche sera étendue ces prochaines années dans la perspective du développement de l'Europe de la Défense.

2020 a bien entendu été marquée par une action renforcée auprès des acteurs publics, la DGA avec en particulier sa sous-direction PME ainsi que des parlementaires, pour échanger sur les difficultés rencontrées par la filière dans ce contexte particulier. »

Jérôme DIACRE

Président de la Commission PME
Directeur général des opérations | ELNO



Commission Recherche, Technologie & Innovation

Anticiper les besoins de demain.

« La commission est composée d'une trentaine de membres actifs. Les travaux de la commission se répartissent au sein de groupe de travail (IA, mobilité plateforme en 2019 2020, désormais robotique et consommation électrique) qui ont vocation à permettre aux membres de partager des positions et des propositions au ministère des Armées pour conduire l'innovation dans un thème donné. Ces travaux débouchent sur la publication de rapports et de communication lors d'évènements professionnels. Ils entretiennent la qualité des échanges, des propositions et des attentes vis à vis du ministère des Armées.

La commission anime aussi les relations avec les donneurs d'ordre du ministère des Armées, de la DGA, de l'Agence Innovation de Défense (AID) et du Battle Lab Terre sur le thème de l'innovation et de la R&T (réunion CIDEF, AID...). Ces relations s'articulent autour des modalités opératoires de la R&T Terrestre (planification outils priorités financement, y compris ceux du FED).

Enfin la commission est partie prenante de l'animation du cluster de start-up Generate et de l'émergence du cluster GAIA regroupant industriel, laboratoire et armée de Terre. »

Luc RENOUIL

Président de la Commission
Recherche, Technologie & Innovation | BERTIN



Commission Soutien et Services

Traiter ensemble des enjeux du MCO terrestre.

« La commission Soutien & Services est composée de 150 participants avec une participation active des acteurs étatiques SIMMT / DGA. Sur le premier semestre 2020, différents groupes d'étude ont été animés autour de trois thématiques indispensables pour répondre aux défis de demain :

- Data dans le maintien en condition opérationnelle terrestre (MCO-T) : quelles données, quels usages ?
- Fabrication additive et qualification des pièces
- Résilience de la BITD française dans l'écosystème du MCO-T

Le cycle 2020-21 est focalisé sur la réflexion du MCO-T dans l'engagement de haute intensité, en préparation des tables rondes du prochain Forum Entreprises Défense (FED 2021) qui se tiendra à Satory en octobre prochain. Trois groupes de travail ont été lancés sur ce thème : la relation Etat-Industrie, la préparation opérationnelle et la coopération. »

Thomas BRICE

Président de la Commission Soutien et Services | ARQUUS



Commission Sécurité

Structurer le dialogue avec les institutions.

« Dans un contexte difficile, la commission Sécurité a une nouvelle fois démontré en 2020 son dynamisme.

La commission a tenu quatre réunions en présentiel, et seule une réunion a été annulée du fait du contexte sanitaire.

Une trentaine de participants ont pu participer à chacune de ces rencontres désormais devenues des rendez-vous incontournables pour les adhérents de ce secteur d'activité.

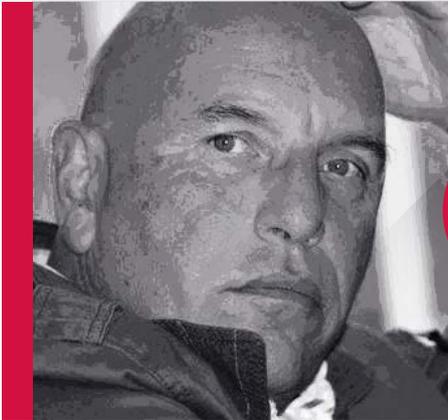
Le choix des intervenants invités avait pour premier objectif de contribuer au dialogue avec certains services du ministère de l'Intérieur afin de présenter et mettre en valeur nos atouts technologiques et d'innovation.

Le deuxième objectif était de permettre aux membres de la Commission, notamment les PME, de bénéficier de conseils pour le développement de leur entreprise en France et à l'export en abordant des thèmes comme les normes ou l'Ethiopie.

Preuve de ce dynamisme, la moitié des nouveaux membres ayant adhéré au GICAT en 2020 sont des entreprises intervenant dans le domaine de la sécurité (15 sur 21). »

Nathalie FELINES

Présidente de la Commission Sécurité
RISK&CO



Commission Affaires internationales

Faire rayonner notre savoir-faire hors du territoire national.

« En 2020, la commission plénière a promu la représentation de l'industrie française à l'international par ses échanges avec les missions de défense et acteurs français du soutien export, ainsi que par ses relais auprès des représentants étrangers, en se recentrant notamment sur les zones d'intérêt prioritaires comme l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient.

Malgré les difficultés nées de la crise sanitaire, le GICAT a continué à fournir des services aux adhérents en matière d'animation du réseau export, grâce aux experts du contrôle export et du financement export, une aide décisive et appréciée pour la relance de notre filière. »

Marc-Henri FIGUIER

Président de la Commission Affaires internationales
ATOS



Commission Communication

Porter la voix de nos adhérents.

« En 2020, avec la crise, les enjeux de communication ont été plus cruciaux que jamais. Dans ce contexte, la Commission Communication s'est montrée pleinement à la hauteur de ses responsabilités.

Pour accompagner les adhérents du GICAT et les aider à s'adapter, elle a mis l'accent sur la communication de crise en coordination avec le GICAN en faisant intervenir une agence spécialisée et en mettant en place deux sessions de mediatraining. Elle s'est également saisie du sujet-clé de la digitalisation des événements, notamment des salons, en suscitant des échanges fournis et concrets.

En parallèle, la Commission a poursuivi ses travaux sur les dossiers de fond, tels que la communication sur la RSE et sur les exportations d'armement (éléments de langage, intervention du co-rapporteur de la mission d'information sur le contrôle des exportations d'armement, etc.), ou encore la perception par l'opinion publique de l'industrie de défense (participation au lancement de l'enquête du CIDEF sur le sujet).

En cela, elle a contribué à la résilience du secteur tout en continuant à préparer l'avenir. »

Charlotte MATRINGE

Présidente de la Commission Communication
SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE



Commission Ressources Humaines

Développer cet espace d'entraide et d'échange.

« Les activités de notre commission ont forcément été perturbées par la crise du COVID-19, les RH de nos entreprises ayant été très sollicités par la gestion des ressources au jour le jour.

Au-delà de nos travaux, la crise a légèrement modifié l'agenda de notre commission. Nous continuons à travailler sur le recrutement et avons abouti à notre premier Afterwork des métiers en ligne qui a rassemblé plus de 400 inscrits ! Nous continuons également à explorer des options qui nous permettraient d'augmenter le vivier de talents potentiels pour notre secteur. Néanmoins, la COVID-19 a aussi souligné l'utilité de notre réseau pour « prendre la température » de l'activité de nos entreprises. Plus largement, nous avons constaté le besoin d'avoir un espace d'échange des bonnes pratiques. Aussi, en 2021, nous allons accentuer cet aspect, tout en préparant Eurosatory 2022.

Je tiens à saluer les RH des entreprises adhérentes du GICAT : ils ont été totalement mobilisés pour que les livraisons à nos forces armées soient assurées. »

Chantal DOGNIN

Présidente de la Commission Ressources Humaines | ARQUUS



Pour accompagner ses membres dans leur développement, le GICAT leur propose de nombreux services allant de l'accès à l'information stratégique au soutien export, en passant par la communication et les affaires publiques.

L'accès à l'information stratégique

indispensable que ses adhérents aient accès à des données stratégiques fiables et vérifiées, notamment à l'international. Dans ce cadre, le GICAT met à leur disposition de nombreux outils afin d'anticiper leurs besoins, d'accéder à de nouveaux marchés et de protéger leurs savoir-faire. Ainsi, ils bénéficient de rapport de veille technologique sur les salons, de veille d'appels d'offres et sur les brevets et de présentations d'études sectorielles. Ils peuvent également rejoindre un groupe de travail thématique ou l'une des 7 commissions et participer à des séminaires et journées d'information organisés tout au long de l'année.

Dans un monde hyperconnecté, dans lequel des informations de toutes sortes circulent sans frontière et sans filtre, il apparaît

Le soutien export

Les exportations permettent à l'industrie de Défense et de Sécurité de compenser les contraintes exercées sur les budgets nationaux en fournissant à nos forces des matériels à plus bas prix. En phase de production, elles permettent d'amortir les investissements par l'allongement des séries. Elles favorisent également le financement de certains programmes par le client export. Afin d'aider ses membres à se développer à l'international, le GICAT propose de nombreux services « Soutien export » comme la fédération de Pavillons France sur les salons étrangers, la réalisation de brochures capacitaires largement diffusées, des « Dossiers pays » décryptant les besoins, les bonnes pratiques et les particularités commerciales à l'international, l'organisation de missions de prospection en appui avec nos ambassades et une assistance au contrôle export avec l'aide d'un spécialiste réputé.

Les exportations permettent à l'industrie de Défense et de Sécurité de compenser les contraintes exercées sur les budgets nationaux en fournissant à nos forces des matériels à plus bas prix. En phase de production, elles permettent

Communication et affaires publiques

rité terrestre et aéroterrestre en France et à l'étranger. Pour ce faire, le groupement déploie une stratégie de communication d'influence et fournit des informations à ses membres pour optimiser et développer leur rayonnement. Ils bénéficient ainsi d'une revue de presse quotidienne et d'un agenda mensuel des événements en lien avec tout l'écosystème de Défense et de Sécurité. Le GICAT organise également des voyages de presse Défense & Sécurité pour faire découvrir l'activité, les spécificités et les innovations du secteur aux journalistes français et étrangers. Tout au long de l'année, elle nourrit le débat entre industriels, journalistes, parlementaires, représentants étatiques et grands témoins au travers de petits déjeuners et diners thématiques.

Une des missions du GICAT est de valoriser les savoir-faire et l'image du secteur de l'industrie française de défense et de sécurité



... au Service de ses adhérents



COGES EVENTS

2020

une année
marquée par
l'adaptation au
contexte de la
pandémie

Le rayonnement international du GICAT et celui de ses adhérents s'appuient sur ses salons et les Pavillons France organisés par sa filiale commerciale **COGES Events**. Spécialisée dans l'organisation d'événements professionnels d'envergure internationale dans les domaines de la Défense et de la Sécurité, elle rassemble les acteurs majeurs du marché, les institutions et un visitorat hautement qualifié.

Alternant salons internationaux, conférences, rendez-vous d'affaires et accompagnement des sociétés françaises sur les salons à l'étranger, COGES Events prend à cœur sa mission d'aide à l'exportation de l'industrie française.

Ses quatre salons ; Eurosatory, ShieldAfrica, Expodefensa et Platinum Security Exhibition, présents sur trois continents, couvrent l'intégralité des besoins en sécurité et en défense pour protéger les infrastructures et les populations, apporter des solutions technologiques face aux conflits armés, fournir l'équipement en sécurité des entités publiques et privées.

Création de la marque **COGES Events**
nouveau logo et relinking de l'identité visuelle



ORGANISATEUR D'ÉVÉNEMENTS
DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Annulation du Mondial de la Défense et de la Sécurité : Eurosatory 2020

Point d'orgue de la communauté mondiale de Défense et de Sécurité terrestres et aéroterrestres, Eurosatory offre tous les deux ans aux exposants et visiteurs internationaux un espace de rencontres de qualité. Lieu unique d'échanges autour des matériels et solutions concrètes pour répondre aux besoins actuels, il est aussi une vitrine de nombreuses innovations pour aborder les enjeux de demain.

Annuler un tel salon à moins de trois mois de sa réalisation n'a pas été une décision aisée, ni à mettre en œuvre. Mais il était indispensable de privilégier, en responsabilité, la sécurité des participants, exposants, visiteurs, partenaires et prestataires, et d'anticiper cette décision pour minimiser

les conséquences, notamment financières. L'évolution de la pandémie a justifié cette décision.

Défi relevé par l'équipe de COGES Events qui a mis tout en œuvre pour limiter l'impact d'une telle décision pour la réputation du salon, en engageant le remboursement à 100 % des exposants.

La prochaine édition qui se tiendra du 13 au 17 juin 2022 et en fera le premier véritable salon post-COVID, se présente sous des auspices très favorables.



Lancement de CONNECT by COGES Events !

Ces rendez-vous d'affaires en ligne dédiés à l'ensemble des industriels français et internationaux des domaines Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres, ont été réalisés les 14 et 15 septembre 2020. En tout, sur plus de 1 440 rendez-vous planifiés, 1 130 ont été effectués.

Pendant 2 jours, se sont rassemblés près de 1 300 participants de plus de 580 entreprises, institutions et structures de recherche dont plus de 300 fournisseurs et donneurs d'ordres, près de 70 start-up, près de 200 institutions et groupements. Plus de 15 nationalités étaient représentées telle que l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, le Canada, l'Inde, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon, la Lituanie, le Mexique, le Royaume-Uni...



E-conférences « iDeaS » le nouveau rendez-vous by COGES Events

Depuis janvier 2021, COGES Events a lancé « iDeaS » - son cycle de e-conférences. Ce nouveau rendez-vous a pour vocation d'offrir tous les 3^{èmes} mardis du mois une e-conférence sur un sujet Défense et/ou Sécurité. iDeaS by COGES Events est ouvert aux acteurs du domaine : opérationnels, industriels, journalistes, chercheurs, grands décideurs et à tous les curieux.

Changement de direction pour COGES Events

Le 1 octobre 2020, le GICAT a nommé Charles BEAUDOUIN, pour succéder à Patrick COLAS DES FRANCS, en qualité de Directeur Général de COGES Events.

Patrick COLAS DES FRANCS a dirigé COGES Events pendant 13 ans, apportant une contribution exceptionnelle à cette entreprise : un développement continu dans l'envergure et la renommée internationale d'Eurosatory, la création de trois autres salons dans des régions plébiscitées par les industriels français. Il a ainsi fortement accru le rayonnement international de COGES Events, devenu un acteur reconnu du monde des salons de Défense et de Sécurité. Nous souhaitons bon vent à



Patrick COLAS des FRANCS et la bienvenue à Charles BEAUDOUIN pour lequel les challenges ne manquent pas en cette période si particulière pour notre industrie de l'événementiel.

quelques Événements marquants

20
 20

LA PANDÉMIE A CONTRARIÉ LE CALENDRIER

ET POURTANT NOUS AVONS SU NOUS ADAPTER EN CONVERTISSANT CERTAINS RENDEZ-VOUS AU FORMAT NUMÉRIQUE ET EN MAINTENANT UN MAXIMUM D'ÉVÉNEMENTS, DANS LE RESPECT DES GESTES BARRIÈRES, POUR LA SATISFACTION DE TOUS.

► 15.01

Cérémonie des vœux, au Port de Javel, à Paris

Stéphane MAYER, Président du GICAT et du CIDEF présente ses vœux aux adhérents du groupement et à la communauté de Défense et de Sécurité.



► 17 | 18.01

1^{ère} édition de La Fabrique Défense, au Paris Event Center

Le GICAT répond à l'invitation du ministère des Armées et fédère sur son pavillon 22 sociétés membres afin de promouvoir l'esprit de Défense auprès des jeunes.



► 28 | 30.01

Le Forum International de la Cybersécurité (FIC), à Lille

Le GICAT investit les problématiques de la cybersécurité en exposant pour la 1^{ère} fois au FIC avec trois start-up GENERATE offrant des solutions innovantes. Membre du CSF, il se félicite de la signature du contrat de filière.



► 04.02

SécuriTerre avec Laurent NUNEZ, à la Maison de l'Amérique Latine, Paris

Alors que le ministère de l'Intérieur



14.12 ◀

Commission C2S à l'ECOMAT de Bourges

Une commission hors les murs afin de lancer les travaux préparatoires aux tables rondes du prochain FED et une présentation du combat en haute intensité décliné au domaine du MCO terrestre.



02.12 ◀

L'Afterwork Métiers de la défense et de la sécurité

Un rendez-vous inédit pour découvrir notre écosystème, échanger avec et des DRH et postuler à des offres d'emplois dans le secteur.



07.10 ◀

SécuriTerre avec le Général RODRIGUEZ, Paris

Une belle mobilisation de nos adhérents venus échanger avec le DGGN sur l'innovation au sein de la gendarmerie, lors d'un petit-déjeuner matinal à la Maison de l'Amérique Latine.



02.10 ◀

Journée Nationale de l'Arme Blindée Cavalerie, à Saumur

Le GICAT est honoré d'avoir animé une table ronde lors



... du Groupement en 2020

► 04.06

Nos Webinars "Les grands donneurs d'ordre répondent aux adhérents du GICAT"

Charles BEAUDOUIN alors sous-chef d'Etat-major « Plans-Programmes » à l'EMAT inaugure l'exercice qui sera suivi par un rendez-vous chaque mois. Résultat : plus d'une centaine de membres connectés.

travaille à l'élaboration de son Livre blanc, le Secrétaire d'Etat vient présenter aux adhérents du GICAT sa vision de la sécurité, en pleine crise des gilets jaunes.

► 24.06

Convention de partenariat entre l'Agence de l'innovation de défense (AID) et le GICAT, ministère des Armées, Paris

Un événement qui renforce les liens entre la BITD et le ministère des Armées et une belle reconnaissance du travail effectué depuis 3 ans par notre accélérateur de start-up GENERATE.

► 30.06

Assemblée générale ordinaire et élection du nouveau Président, studio Paradis, Paris

L'occasion pour le groupement de faire le bilan de son activité depuis un an et pour Stéphane MAYER de passer le témoin au nouveau président élu à l'issue de l'assemblée : Marc DARMON.

▼ 02.07

Bootcamp GENERATE épisode 5

Les 44 pépites de notre accélérateur d'innovation se réunissent pour échanger, en vrai, avec des partenaires privilégiés comme les ministères des Armées et de l'Intérieur, le Comité d'organisation des JOP 2024 et l'Institut Open Innovation.



23.09 ◀

Signature de la charte du MCO terrestre, Hôtel Le Marois, Paris

Après les grands groupes, 15 PME et ETI du GICAT ont répondu à l'invitation de Marc DARMON pour signer la charte de partenariat avec la SIMMT.

d'une journée présidée par le général Alexandre NIMSER et consacrée à l'engagement en haute intensité de la Cavalerie Blindée.

17.09 ◀

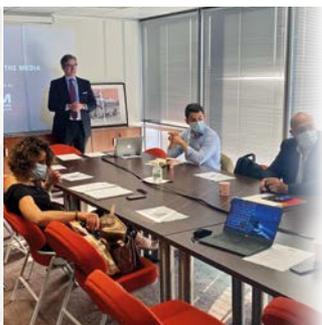
Séminaire Média training, GICAT, Paris

Comment répondre à une interview, défendre son point de vue ? Ce séminaire d'une journée organisé conjointement avec le GICAN, a permis à nos adhérents de s'aguerrir aux techniques de communication.

14 | 15.09 ◀

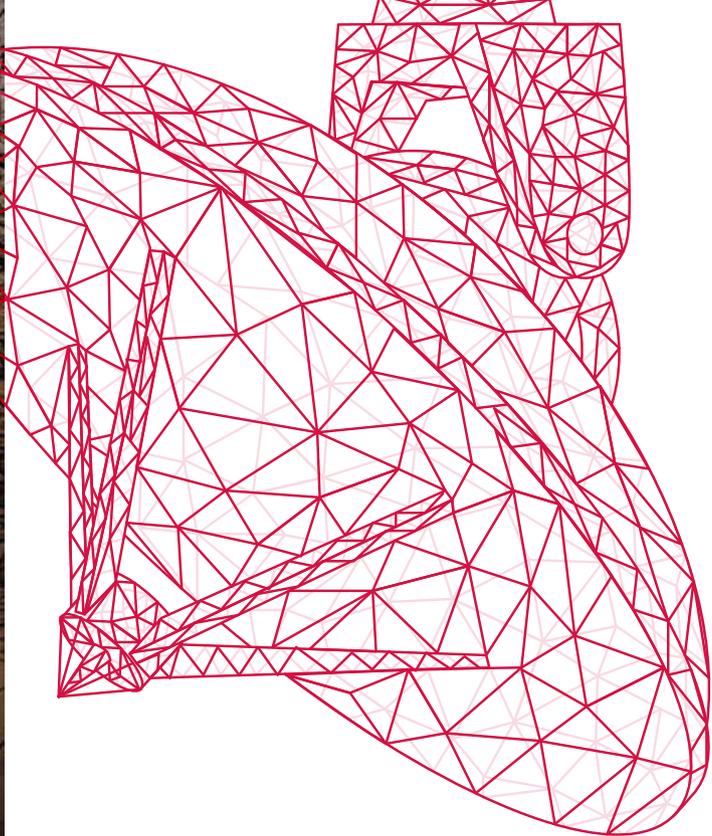
Connect by COGES Events

Pour pallier l'annulation d'Eurosatory, notre filiale commerciale organise dès le mois de septembre deux jours de rendez-vous d'affaires en ligne entre industriels et institutionnels de 76 pays.





s'unir autour d'intérêts Communs



Intérêts

*déf. : Conception de ce qui est bénéfique
à l'ensemble des membres d'une communauté.*

Une filière pilier de nos forces et de l'économie française

et non délocalisables. C'est une industrie de haute technologie, au service de nos forces, voulue par le général De Gaulle pour assurer notre autonomie stratégique et qui trouve toute sa pertinence aujourd'hui, dans le contexte de crise actuelle. La France a donc choisi d'assurer elle-même la défense de son territoire et de disposer d'une industrie de Défense souveraine. Nos industriels répondent à cette demande politique car produire soi-même, c'est ne dépendre de personne et assurer à nos forces des équipements performants qui les protègent, dont elles ont la maîtrise totale et qui leur assurent une supériorité technologique sur l'adversaire. D'où la nécessité de moderniser nos matériels et d'en assurer l'entretien grâce à des budgets suffisants.

Cette excellence a un prix amorti en partie par les exportations qui contribuent ainsi à alléger la part de l'impôt destiné à la défense Nationale. Ces recettes sont vitales, car elles portent l'innovation technologique et permettent de réduire le prix de nos équipements par effet de série.



Une industrie de Défense et de Sécurité forte, c'est une France qui rayonne et qui protège ses citoyens et ses intérêts sur le territoire national et à l'étranger.

L'industrie française de Défense et de Sécurité terrestre et aéroterrestre, c'est 45 000 emplois hautement qualifiés, partout en France

De la nécessité d'exporter

Entretien croisé entre Thierry PUIG, Délégué général adjoint "Défense" du GICAT et Patrice SARTRE, conseiller conformité du groupement.

Thierry Puig : pourquoi exporter ?

Patrice Sartre : exporter permet de conserver le leadership en termes technologiques en étant stimulé par une concurrence internationale très vive - c'est une nécessité financière que de disposer d'un marché à la fois domestique et de prix plus bas pour nos armées et, donc, de plus de systèmes pour un budget donné.

Thierry Puig : mais, pourtant, exporter est prohibé en dehors de l'UE...

Patrice Sartre : c'est vrai mais l'obtention d'une licence, à l'issue d'un contrôle rigoureux sous l'autorité du Premier ministre, permet des dérogations à cette prohibition.

Thierry Puig : comment font les pays voisins ?

Patrice Sartre : les critères de décisions d'exportation, en Europe, sont unifiés par la déclaration commune européenne de 2008 autour des trois principes suivants : sécurité des pays européens, lutte contre la prolifération et respects des droits humains.

Thierry Puig : pourquoi ce domaine est-il si controversé ?

Patrice Sartre : c'est le rôle des ONG que de surveiller les Etats dans ce domaine comme dans d'autres et de nous repousser dans nos retranchements. La controverse dépasse en fait peu le niveau des ONGs, même si les Français souhaitent bien entendu que leur pays contribue au respect des droits humains et de la paix internationale.

Thierry Puig : à votre avis, que faudrait-il faire pour améliorer la situation ?

Patrice Sartre : dans la mesure où le débat est un principe démocratique, il faut débattre sérieusement de ces sujets afin d'en améliorer la compréhension par les citoyens et de communiquer sur le rôle de la défense en termes de sécurité nationale et de paix internationale.

Industrie 4.0 et compétitivité : place à l'innovation

MBDA

« 2020 aura été une année très particulière. Fermeture de plus de 200 Fournisseurs au début de la pandémie, restriction des déplacements, adaptation des méthodes de travail... MBDA a tout fait pour maintenir les contacts dès le 1^{er} jour et pour apporter un support pertinent à sa Supply Chain, et tous ont été exceptionnels pour assurer la continuité des activités et éviter tout problème majeur à leur client ! Malgré cette situation qui perdure, MBDA a poursuivi sa politique d'amélioration des performances industrielles et d'innovation. Trois exemples :

- Une accélération significative des projets de digitalisation a permis, parmi les nombreuses initiatives, de mettre à disposition des PME une plateforme « innovation », sur laquelle chaque entreprise peut faire part de ses domaines de recherche et projets innovants, générant des discussions ouvertes avec nos équipes d'ingénierie, et pouvant déboucher sur des projets de collaboration.
- Un programme d'amélioration des performances industrielles avec une dizaine de partenaires du domaine Mécanique en Région Centre a abouti à un renforcement des relations, à un apport concret de mé-

thodes industrielles et à une amélioration significative en ponctualité/qualité.

- Le projet de mise en œuvre d'une plateforme « FabLab » en Région Centre, mené en collaboration avec le Cetim, qui réunira nos fournisseurs qui le souhaitent pour développer ensemble la maturité d'industrialisation et de production de pièces en fabrication additive, sur des machines et avec des procédés communs et performants.

Ces exemples de coopérations avec notre Supply Chain font partie d'un ensemble de projets internes destinés à améliorer notre efficacité et notre compétitivité, à réduire nos cycles industriels, à intégrer les nouvelles menaces et réglementations (Cybersécurité, Social & Environnemental), et à remplir pleinement notre rôle de Maître d'œuvre Industriel. Ils sont la clé de la réussite collective de nos projets majeurs de Défense, et de manière robuste dans un environnement complexe et actuellement difficile.»

Jean-Jacques GAVORY | Directeur politique industrielle, supply chain et achats



JPB Système

« Depuis 25 ans, nous concevons et produisons des systèmes de fixations autobloquants brevetés. Avec en tête un seul but, améliorer les process de montage, contrôle et maintenance. L'innovation, notre ADN, se retrouve dans notre outil de production 4.0 vitrine de l'industrie du futur. Nous l'avons construit de nos mains pour travailler sur des programmes d'envergures concrets et en phase avec les problématiques opérationnelles de nos clients comme la digitalisation et l'amélioration continue. »

Damien MARC | Président



Passer du kaki au vert

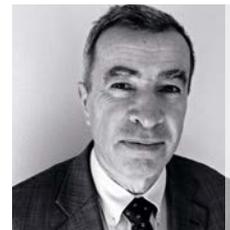
En 2020, le ministère des Armées a présenté une « Stratégie Énergétique de Défense », structurée autour des axes « consommer moins, consommer mieux, consommer sûr ». Au-delà du symbole d'avoir un Griffon hybride à horizon 2025, cette stratégie démontre le souhait d'engager résolument le secteur de la défense dans la voie de la transition énergétique.

Le GICAT a vocation à s'approprier et amplifier cette stratégie énergétique. Notre secteur ne manque pas d'atouts pour le faire et des entreprises planchent déjà sur le sujet, comme le démontre le groupe de travail « Énergie Électrique Embarquée » de la Commission RTI.

Pour réussir la transition, notre industrie devra résolument se tourner vers le secteur civil et les fonds européens : ça tombe bien, nous sommes prêts !



Réunir l'écosystème terrestre pour travailler sur l'énergie électrique embarquée : GT EEE



La demande en énergie électrique augmente dans l'ensemble de la société. Les véhicules et les combattants sur le terrain ne sont pas des exceptions : se localiser, naviguer, communiquer, voir, etc. sont des fonctions opérationnelles consommatrices d'énergie électrique.

Pour répondre à cette problématique, la commission RTI du GICAT a lancé un groupe de travail Énergie électrique embarquée réunissant industriels impliqués (qu'ils soient « producteurs » ou « consommateurs » d'énergie électrique) et académiques pour réfléchir ensemble aux réponses à donner aux besoins croissants en énergie des équipements embarqués ou débarqués. DGA et EMAT sont aussi impliqués. Sobriété énergétique, usage de standards civils, smart grids, outils d'aide à la gestion énergétique sont parmi les thématiques approfondies.

Geoffroy DE LABROUHE

Directeur Grands Comptes Défense & Sécurité Schneider Electric, Membre du GT EEE

Financement de l'industrie de défense : le GICAT, porte-parole de ses adhérents

Après avoir alerté sur les difficultés des entreprises de défense à être financées, le GICAT agit aujourd'hui pour trouver des solutions pérennes.

Depuis quelques années, les banques sont de plus en plus réticentes à travailler avec les industries de défense, en France mais aussi en Europe. Cette défiance a pris des formes diverses, du refus d'un prêt pour exporter à l'impossibilité d'ouvrir un compte. Etant donné que les entreprises du GICAT sont toutes concernées par les secteurs de la défense et de la sécurité, nos adhérents en ont subi les conséquences. En octobre 2020, le GICAT a tiré la sonnette d'alarme,

le phénomène devenant inquiétant et menaçant directement la survie de nos entreprises. En réponse, la commission de la défense de l'Assemblée nationale a lancé quelques semaines plus tard une « mission-flash » sur le financement de l'industrie de défense, qui a largement confirmé notre constat.

Désormais, nous sommes dans le temps de l'action : le problème doit être réglé. Le GICAT œuvre activement aux côtés des acteurs concernés, que ce soient les entreprises, les banques, mais aussi les acteurs étatiques des ministères des Armées et de Bercy, pour que des solutions pérennes soient trouvées. Il en va de l'équipement de nos armées et de la souveraineté française et européenne.

Le CIDEF : groupement des groupements

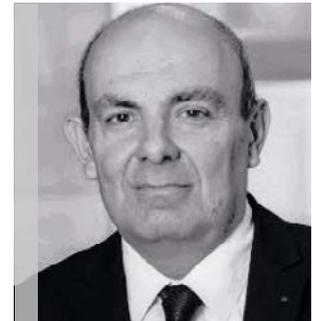
Fondé en 1990 par les organisations professionnelles de différentes composantes des industries d'armement françaises : le GICAT, le GICAN (Groupement des Industries de Construction et Activités Navales) et le GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales), le Conseil des Industries de Défense Françaises a pour ambition d'être l'expression collective des organisations professionnelles adhérentes dans le domaine de la défense.

Il oriente en grande partie les actions communes relatives à la représentation ou à la promotion des industries de défense françaises dans leur ensemble et est l'interlocuteur naturel du ministère des Armées et à ce titre de la DGA. Sa présidence est assurée tour à tour par les présidents des trois groupements sectoriels. Le GICAT y joue pleinement son rôle pour porter la voix du terrestre et de l'aéroterrestre au sein de différents comités.

Il intervient plus particulièrement sur les sujets suivants : comité de politique industrielle de défense, image de l'industrie de défense et communication, financement par les banques des industriels de la défense, coopération en Europe dans le cadre européen...



Stéphane MAYER
Président du CIDEF en 2020



Éric TRAPPIER
Président du CIDEF en 2021

Le CIDEF : un espace privilégié pour défendre les intérêts français en Europe

Dans le cadre du CIDEF, les trois groupements et les grands groupes défendent les intérêts de l'industrie de défense française. La Commission des Affaires Européennes du GIFAS est ouverte aux membres du CIDEF. Elle est un espace de discussion où se façonnent nos positions. Plus globalement, le CIDEF entretient un dialogue régulier

avec la DGA sur les financements européens, notamment le FED. À l'avenir, du fait de la spécificité française d'avoir trois groupements distincts pour porter la voix des intérêts de l'industrie de Défense, il est certain que le CIDEF sera l'instance pertinente pour entreprendre des actions collégiales à l'international.

Structuration de la filière Sécurité

Le contrat de filière 2020-2022 du Comité stratégique de filière (CSF) Industries de sécurité a été signé à Lille dans l'enceinte du Salon FIC le 29 janvier 2020.

L'industrie de sécurité est un secteur technologique d'excellence qui regroupe les produits et services de sécurité physique, de sécurité électronique et numérique, et de cybersécurité. Onzième filière industrielle, elle regroupe 4 000 entreprises, 150 000 emplois hautement qualifiés et un CA de 30 Md€. Composée de leaders mondiaux et de très nombreuses entreprises innovantes, elle enregistre une croissance annuelle moyenne de 6% (12% pour la cybersécurité) et réalise plus de 50% de son CA à l'export.

Grâce à ce contrat signé par Marc Darmon, Président du Conseil des industries de la confiance et de la sécurité et les ministres de l'Intérieur (C. Castaner), de l'industrie (A. Panier-Runacher) et du numérique (C. O), l'ensemble de la filière et ses membres publics et privés se mobilisent pour adresser les enjeux clés d'avenir. Au premier rang, figure l'enjeu économique et de souveraineté, lié à la transformation numérique, au risque de domination croissante d'acteurs non européens, et à la protection de nos outils numériques et des données.

Il met en œuvre dans ce but cinq projets structurants proposés par l'industrie, qui s'appuient sur des engagements forts de l'industrie comme de l'Etat :

- **La sécurité des grands événements et des JO Paris 2024** : grâce à la filière industrielle française garantissant performance, compétitivité, capitalisation et cohérence des solutions technologiques mises en œuvre ;
- **La cybersécurité et la sécurité de l'Internet des objets** : positionner l'industrie française comme leader mondial de la cybersécurité et de la sécurité de l'IoT ;
- **L'identité numérique** : développer rapidement une offre française d'identité numérique qui s'appuie sur la dérivation de l'identité régalienne et se différencie des grands acteurs mondiaux par un niveau maximal de protection des données personnelles ;

- **Les territoires de confiance** : positionner l'industrie française comme leader mondial de la sécurité de la ville intelligente, avec une offre s'adressant aux collectivités de toutes tailles ;
- **Le numérique de confiance** : proposer une offre de cloud de confiance compétitive et mettre à la portée des entreprises des solutions qui répondent à des besoins particuliers de protection de leurs données sensibles ou hautement valorisables.



Le GICAT à leur écoute

Afin d'étudier l'impact de la crise sanitaire sur l'activité de ses adhérents et pour les soutenir dans cette épreuve en faisant notamment remonter leurs besoins au niveau des instances dirigeantes, le GICAT a entrepris dès avril 2020 de les interroger sur leur situation. Une nouvelle étude a été lancée en décembre 2020 pour établir un baromètre. Les membres du groupement ont saisi cette opportunité et ont répondu massivement aux deux enquêtes ce qui a permis d'établir un état des lieux précis de la filière terrestre que nous vous livrons aujourd'hui.



65% des répondants jugent l'**impact** de la crise sur le CA de l'entreprise comme **important, mais moins important que lors du premier confinement** (vs. 83% en avril).



22% estiment les **pertes de CA 2020 supérieures à 30%**.
 VS. 54%

15% ne prévoit **aucune perte**.
 VS. 3%



47% des **contrats** de ventes sont **reportés** ou **annulés** à ce jour.
 VS. 42%

29% de ces contrats sont **reportés** ultérieurement et/ou sur d'autres clients.
 VS. 22%

18% de ces contrats sont **définitivement** annulés.
 VS. 19%



66% déclarent l'impact de la crise sur les exportations 2020 **important**.



53% ont obtenu de l'aide de leur **banque**.
 VS. 32%

34% ont obtenu de l'aide de leurs **actionnaires**.
 VS. 26%

68% ont obtenu de l'aide de la part de l'**État**.
 VS. 67%



29% ont été soutenues par un/des **grand(s) donneur(s) d'ordre**.
 VS. 23%



65% déclarent avoir reçu les **informations de la DGA** durant les 6 derniers mois.

64% trouvent ces informations **pertinentes**.



5,9/10 Niveau d'inquiétude individuelle moyen
 VS. 6,6

État des lieux de leur situation fin 2020

La crise actuelle touche l'ensemble du secteur **indépendamment de la taille des structures**. Et même si son impact semble **moindre** que les estimations du mois de mai ne le laissaient présager, **85% des entreprises** interrogées ont subi des pertes de CA et **18% des contrats** ont été **annulés** de manière définitive. Face à cette situation, les entreprises essaient de s'en sortir comme elles le peuvent :

Les **grandes entreprises** (> 250 salariés), ont su mieux absorber les chocs et ont subi des variations moins importantes de leur CA. Cependant, elles affichent une plus grande inertie quant à la récupération du niveau d'avant la crise.

Parmi les **TPE/PME** (< 250 salariés), plus agiles mais plus fragiles, quelques unes ont su transformer la situation à leur avantage (13%), d'autres (21%) ont subi des pertes conséquentes (plus de 30% de leur CA). En revanche, elles se déclarent en capacité de retrouver plus rapidement le niveau d'avant crise : 16% en 2020 et 42% projetée en 2021.

En début de pandémie, les **solutions** essentiellement **opérationnelles** ont été mises en place. Celles-ci sont complétées aujourd'hui par des solutions plus **structurelles** et/ou **stratégiques** de réduction des coûts, réorganisation, diversification de l'offre ou encore prospection accrue.

Outre les solutions internes, près d'un tiers des entreprises a été soutenu par un **grand donneur d'ordre**, 1 sur 3 a été épaulée par ses **actionnaires**, plus de la moitié a obtenu de l'aide des **banques** et l'Etat est venu en appui de près de **7 entreprises sur 10**.

À noter qu'à aucun niveau, le taux d'obtention de l'aide n'affiche de différence significative entre les petites et les grandes entreprises.

Les actions envisagées en 2021

En 2021, les répondants continueront à solliciter avant tout, le **ministère des Armées**, et en particulier la **DGA (57%)** pour la relance de leur activité.

Malgré la situation, **75% des répondants** déclarent vouloir **participer aux salons** – de préférence en présentiel – pour visiter et/ou pour exposer.

Près d'**1/3** des entreprises souhaite s'impliquer dans les **initiatives européennes en 2021**.

Le nombre de **petites entreprises souhaitant** participer à des appels d'offres européens est en progression par rapport à 2019/2020 (de 19% à 25%) et stable pour les grandes entreprises (de 35% à 28). Des actions de **facilitation d'accès à l'information à destination des TPE/PME** seraient certainement appréciées. Ceci est valable également pour les AAP (Appels à projet) dans le cadre du Plan de relance de l'économie.

Toutes les initiatives GICAT d'organisation de rencontres avec les acteurs de la défense et de la sécurité français ou étrangers sont plébiscitées.

Enfin, à leur niveau, les entreprises comptent continuer la mise en place des **mesures pour contrer la crise** : diversification et R&D, restructuration et/ou acquisitions, digitalisation, révision de la politique de recrutement, expansion, levée de fonds, politique commerciale plus agressive, etc.



« Nous avons eu la chance d'être soutenus et appelés régulièrement par la DGA. En interne, nos deux priorités étaient la sécurité de nos outils et le bien-être de nos employés. Le déploiement du télétravail a été fait avec une vigilance particulière, des outils robustes et une utilisation contrôlée.

Nous avons été particulièrement attentifs au bien-être moral de nos employés avec un suivi et un dialogue renforcé car ce sont eux qui sont au cœur de la réussite et des valeurs de notre entreprise. »

Arnaud GUÉRIN
 Co-fondateur et CEO
 de PRELIGENS

PRELIGENS



« En 4 ans, CKP a su fonder une stratégie solide et agile centrée sur la R&D. Des investissements majeurs, qui ont permis en 2020, malgré la crise, de concevoir ses propres produits, de signer un partenariat industriel d'envergure pour la fabrication et la commercialisation.

2021, de grands donneurs d'ordre se sont positionnés sur les brevets et POC autour de la sécurité et mobilité.

Avec sa solution globale multi-secteurs, notre jeune entreprise innovante au retour sur investissement rapide, devient aussi le bras armé d'industriels en termes d'open innovation. »

Julien FERRAZZO
 Fondateur de CKP ENGINEERING

CKP
 ENGINEERING



« Nous avons affronté cette crise sanitaire avec une grande réactivité. Après une fermeture temporaire des sites industriels à la mi-mars 2020, nous nous sommes très rapidement mobilisés pour la mise au point de masques textile lavables. Dès avril, les chaînes de fabrication ont été adaptées et une activité progressive a pu reprendre au sein de nos différents ateliers. Environ 8 millions de masques ont été produits.

Grâce à la mobilisation des équipes, l'impact de la crise sanitaire a été relativement limité pour nous, et malgré quelques difficultés à l'export, notre activité est aujourd'hui revenue à la normale. »

Philippe BELIN
 Président de MARCK & BALSAN


MARCK & BALSAN

... comment ont-ils fait face ?



« Dès que le confinement a été annoncé, nous avons mis en œuvre les plans de continuation de l'activité. Les premiers jours ont été intenses : fournisseur des armées, nous devons continuer à produire. Chacun s'est mobilisé.

Les équipes de direction ont organisé le travail, les compagnons ont adaptés leurs postes de travail, ce qui le peuvent sont partis en télétravail. Il y a eu un peu d'inquiétude au début, mais nous avons fixé le cap : on sait où on va, alors tout le monde se met en mouvement sans état d'âme. Grâce au GICAT nous sommes parvenus à trouver des masques et du gel. »

Fanny TURGIS
Présidente



ARQUUS
DÉFENSE · MOBILITÉ · SYSTEMS

« Lors de la crise du covid, ARQUUS a mis en place une cellule de suivi de ses fournisseurs majeurs (plus de 300 fournisseurs) Le but était d'évaluer avec eux en temps réel, les moments de fermeture et de réouverture de leurs sites, et d'envisager des mesures palliatives.

Ces éléments ont été partagés de façon mensuelle avec le service des affaires industrielles et de l'intelligence économique de la Direction Générale de l'Armement, afin d'en informer la Task Force « Sauvegarde de la BITD », de l'alerter sur les chantiers de remédiation à envisager, et de l'aider dans sa mission de pilotage des risques sur la chaîne d'approvisionnements ("supply chain").

Il n'y a pas eu de crise majeure pour les petites et moyennes entreprises et ni pour les petites et moyennes industries (PME/PMI). Néanmoins certains groupes ont dû se restructurer et fermer certains sites, ce qui n'a pas été sans conséquences sur les approvisionnements, et au-delà pour le maintien puis le rattrapage des activités.

Dans le cadre de ces restructurations, ARQUUS a accompagné les sociétés concernées.

Par ailleurs, pour poursuivre ces actions de soutien au profit de certains fournisseurs, ARQUUS a réalisé des avances de commandes très ciblées, permettant à ces sociétés de passer le cap sur certains produits stratégiques. Ces actions énergiques et volontaristes ont contribué ainsi directement à la résilience de la supply chain de la BITD. »

Le Comité de direction d'ARQUUS



nos engagements pour l'Avenir



S'engager

déf. : Entreprendre une action, y participer ; se lancer, prendre nettement position, en particulier sur des enjeux politiques, sociaux et économiques.

Éclairage prospectif et amplification des synergies armée de Terre, DGA et industriels

Dans le cadre des réflexions stratégiques de la délégation, fin 2020, en corrélation avec la feuille de route défense 2021, il a été jugé indispensable d'amplifier les synergies entre les entités de l'armée de Terre, de la DGA et les adhérents du GICAT.

Ainsi, en complément des démarches antérieures (dîners du Cercle Prospective Terre et Prospective Défense, Ateliers Terrestres...), différentes actions sont en cours pour nourrir ce trilogue. A commencer par l'éclairage prospectif apporté par les travaux de la Commission Recherche Technologie et Innovation (RTI) comme la présentation du programme TITAN, des études amont des unités de management de la direction des opérations de la DGA, l'organisation de matinées sur des sujets majeurs pour le secteur (MGCS, artillerie du futur, systèmes de systèmes successeurs du Tigre et du drone tactique SDT Patroller).

L'autre action pour amplifier les synergies, est la mobilisation de la Commission Soutien et Service (C2S) pour la préparation des tables rondes du Forum Entreprise

Défense qui se tiendra les 13 et 14 octobre prochains à la SIMMT sur le thème du maintien en conditions opérationnelles terrestre dans le cadre d'un conflit en haute intensité. Trois groupes de travail impliquant les acteurs concernés de l'armée de Terre, de la DGA et nos adhérents sont à la manœuvre.

Il a également été retenu de délocaliser une fois sur deux les réunions de ces deux commissions sur des sites étatiques et industriels sur une durée d'une journée afin de favoriser les échanges. Dans ce cadre, la parole est donnée à l'innovation. Les acteurs sélectionnés, majoritairement des start-up, présentent devant les acteurs étatiques et industriels leurs innovations afin de contribuer à leur valorisation dans les programmes devant les représentants du Trilogue.

Des retours d'expériences opérationnelles, sous divers formats (Webinaires, journées au sein d'Écoles d'armes ou de Régiments, participation à des préparations opérationnelles ou à des manœuvres...) sont prévues ou sont envisagées au second semestre 2021. De même, des immersions d'opérationnels et d'ingénieurs chez des industriels ou au sein de régiments seront étudiées afin de favoriser la connaissance mutuelle des contraintes des différents acteurs.

Après analyse de ces démarches et consolidation il s'agira de mettre en place, en 2022, un régime stationnaire en termes de synergies, véritable travail de fond qui contribuera, sur la durée, à amplifier les synergies indispensables entre acteurs étatiques et industriels.



Le GICAT toujours en pointe de l'innovation avec GENERATE

Une année de maturité pour notre accélérateur de start-up

Dans la continuité de la stratégie innovation du ministère des Armées, le GICAT a renforcé son rôle en faveur de l'innovation au service de ses membres et des acteurs institutionnels tout au long de l'année 2020.

GENERATE, notre accélérateur s'est renforcé de douze nouvelles start-up apportant leurs solutions dans les domaines des matériaux innovants, la maintenance prédictive, la sécurisation des communications, de la biométrie, de la santé ou encore dans la cybersécurité.

Ces résultats confirment et renforcent les ambitions du GICAT en tant qu'acteur central de l'innovation pour la défense et la sécurité en recrutant de nouvelles pépites,

en développant des partenariats industriels, en se faisant connaître auprès d'investisseurs et en accompagnant nos partenaires institutionnels (DGA, AID, Armées, ministère de l'intérieur, etc.)

Cette année nous a également permis de renforcer nos échanges avec l'Agence de l'innovation de défense (AID) à travers une convention de partenariat. Cette dernière permet de formaliser et de cadrer notre relation avec l'Agence pour faciliter la transmission d'informations, d'organiser des événements en commun et de promouvoir les solutions de nos membres.

Ils nous ont rejoints en 2020

Douze nouvelles pépites ont intégré le programme GENERATE élargissant d'avantage les domaines de compétence déjà traités. De la cybersécurité à la santé, en passant par la maintenance prédictive, ces nouvelles start-up confortent le GICAT dans son rôle de sentinelle et catalyseur de l'écosystème de l'innovation français de défense et de sécurité.



Le GICAT désormais membre partenaire de France Digitale

France Digitale est la première organisation de start-up d'Europe. Créée en 2012, cette association représente plus de 1 800 entrepreneurs et investisseurs français pour permettre l'émergence des futurs champions européens du numérique.

Grâce à cette adhésion, le GICAT vient confirmer sa stratégie pour l'innovation en rejoignant un acteur majeur du numérique. France Digitale permet désormais à notre groupement d'être au cœur des réflexions sur ces enjeux et d'accéder à un écosystème complémentaire à celui de la défense et de la sécurité au bénéfice des start-up de GENERATE. La présence du GICAT sera également pro-active et constructive pour alimenter les échanges à travers des contributions de nos membres autour des enjeux de la cybersécurité, de la souveraineté numérique ou encore de l'industrie 4.0.



Livre Blanc de la Sécurité Intérieure : décryptage

Le GICAT a participé dès fin 2019 et tout au long de l'année 2020 à la réflexion collégiale initiée par le ministère de l'Intérieur dans le cadre de ce Livre Blanc publié fin Novembre 2020.

Ce texte prend en compte les enjeux de la sécurité intérieure du 21^e siècle, en dessinant le pacte de protection des français et plaçant l'humain au cœur de l'action. Il s'appuie sur une concertation large et ouverte (acteurs de la thématique et citoyens eux-mêmes) et s'inscrit dans l'esprit et la continuité des réformes engagées depuis 2007.

Il s'agit donc d'un document de prospective qui émet plus de 200 propositions. Ces propositions se caractérisent par un fort volontarisme sur des sujets structurants d'importance nationale.

Parmi ces sujets, la nécessité de porter le ministère à la frontière technologique n'est pas le moindre. Et c'est certainement dans ce domaine que les adhérents du GICAT auront à jouer un rôle majeur ! En effet, en dépit des progrès accomplis, les services de sécurité intérieure souffrent encore de retards dans leur transformation numérique et d'un niveau d'investissement insuffisant dans les technologies de rupture. Il est dès lors impératif d'accentuer les efforts afin de pleinement adapter le ministère à notre époque.

La vie numérique dans ses différentes dimensions (privée, publique, citoyenne) se développe rapidement, ce qui implique de structurer

une réponse adaptée afin d'offrir les services attendus par les Français et de les protéger.

Moderniser les outils des forces de sécurité

Même si elles soulèvent d'importantes questions juridiques ou éthiques, ainsi que de réelles résistances qui ne pourront être réduites que par une pédagogie soutenue et une progressivité compatible avec l'élaboration de compromis sociaux, la diffusion des technologies de rupture ouvre de nombreuses perspectives dans les pratiques quotidiennes des forces (équipement mobile, automatisation partielle des tâches, coopération homme-machine) et dans les outils de sécurisation et de lutte contre la criminalité (nouvelles biométries). Plusieurs chantiers sont à engager ou intensifier.

Rénover la biométrie

Les nouvelles technologies permettent d'envisager la modernisation des outils des forces de sécurité intérieure, notamment pour la lutte contre la criminalité. Dans le domaine clef des biométries, plusieurs chantiers sont à engager ou intensifier (rénovation des formes traditionnelles et intégration de nouvelles capacités liées à l'IA) par l'adoption d'une approche mul-



tibiométrique, le développement des biométries à distance (visage, voix, odeur) par des programmes expérimentaux ou encore l'adaptation de l'ensemble des capteurs aux applications biométriques.

Recourir aux technologies d'intelligence artificielle (IA) pour faire face au volume croissant d'information

Il est indispensable de mettre les potentialités émergentes offertes par la science de la donnée au service des agents publics (traitement automatisé de l'image, de la voix et du texte : commande vocale, compte-rendu vocal, analyse des bandes-vidéos). De même, ces technologies peuvent servir dans l'espace public (caméras capteurs de sons, d'images par exemple associés à des situations de danger imminent). Enfin, l'adoption d'un corpus législatif adapté aux

données d'apprentissage (constitution, conservation, exploitation, supervision des jeux de données) servirait au développement des systèmes d'IA pour les services de police (judiciaire, sécurité publique) et les partenaires du continuum ainsi qu'à la fiabilisation de ces outils pour le respect des libertés.

Améliorer la connectivité des services de sécurité intérieure

Les avancées proposées reposent sur l'amélioration de la connectivité des services de sécurité intérieure dont les principaux chantiers, pour certains lancés, doivent être confortés ou initiés : - continuer le programme « Réseau Radio du Futur » (RRF : déploiement de l'équivalent 4G, ultérieurement adaptable à la 5G, d'ici à 2025) ; - œuvrer pour un plan d'augmentation des débits du Réseau interministériel de l'État (RIE) ; - remettre à niveau le réseau filaire (en passant à la fibre), basculer vers une sécurité informatique compatible avec la mobilité projetée et le télétravail.

Adapter l'organisation et la culture du ministère de l'Intérieur à la société numérique

Enfin, il sera nécessaire d'adapter l'organisation et la culture du ministère de l'Intérieur à la société numérique en développant les filières technologiques (notamment par le recrutement des profils à double culture technologique et juridique) et en renforçant le portage transverse de la recherche et de l'innovation. En outre, le ministère doit s'inscrire dans une logique d'écosystème de services de sécurité en s'interfaçant avec les enjeux de la transformation numérique des autres acteurs du continuum de sécurité. Il doit prendre toute sa part à la promotion et la préservation de nos intérêts publics et industriels dans le domaine. La mise en œuvre de nombreuses propositions, notamment relatives aux outils et moyens des forces de sécurité intérieure, soulève des questions juridiques et éthiques qu'il est nécessaire de prendre en compte par des garanties.

Se donner les moyens de la sécurité de demain

La politique de sécurité intérieure doit s'appuyer sur des moyens matériels modernes et efficaces. Or les moyens budgétaires consacrés au fonctionnement des services de sécurité se sont érodés, au détriment des investisse-

ments dans les matériels, l'immobilier et les technologies. Il est donc indispensable de repenser l'équilibre de la répartition budgétaire et d'opter pour un plan ambitieux de modernisation des moyens matériels, dont certaines mesures sont proposées dans le cadre du plan de relance en cours de discussion avec les ministres de l'économie et de l'action et des comptes publics. Le Livre blanc propose de porter les crédits de la mission sécurité à 1 % du PIB en 2030 pour répondre aux priorités du ministère :

- Relever le défi technologique. Il concerne la modernisation des systèmes et des applications (interopérabilité des fichiers, identité numérique), celle des infrastructures et des systèmes d'information, les investissements indispensables à réaliser en matière d'intelligence artificielle, ou la poursuite du déploiement des moyens mobiles (NEO).
- Rénover le parc immobilier pour mieux accueillir le public. Remédier à la vétusté des locaux de travail et d'habitation, renforcer la sécurité des installations, assurer au public des conditions d'accueil correctes, et donner au personnel des espaces de travail, de repos et de restauration décentes, sont autant de nécessités.
- Renouveler et adapter les équipements, et d'abord les véhicules dont le vieillissement est source de coûts d'entretien et de maintenance et peut limiter l'action des forces.
- Les moyens aériens constituent une source de préoccupation, tant pour les forces de sécurité intérieure que pour la sécurité civile. Outre le recours aux nouvelles technologies, avec le développement des drones, une attention particulière sera portée sur le renouvellement de la flotte de la Sécurité civile, indispensable pour le risque de rupture capacitaire.
- La rénovation du dispositif d'alerte des populations, proposée par ailleurs, devra trouver son financement dans le cadre de la programmation budgétaire globale.

La recherche de contreparties contribuera à cet objectif. Le Livre blanc permet d'identifier des sources d'économies liées à la réorganisation de l'administration centrale de la police nationale. Des efforts seront aussi demandés à la gendarmerie nationale et à la sécurité civile (mutualisations des acquisitions, notamment les moyens aériens). La dimension européenne des financements pour le renouvellement des avions de lutte contre les feux de forêt peut être intégrée.

JOP PARIS 2024

2020 : une année compliquée... mais porteuse d'espoir !

L'année 2020 aura été difficile pour le suivi de ce dossier par le GICAT et ses adhérents associés à la réflexion d'ensemble.

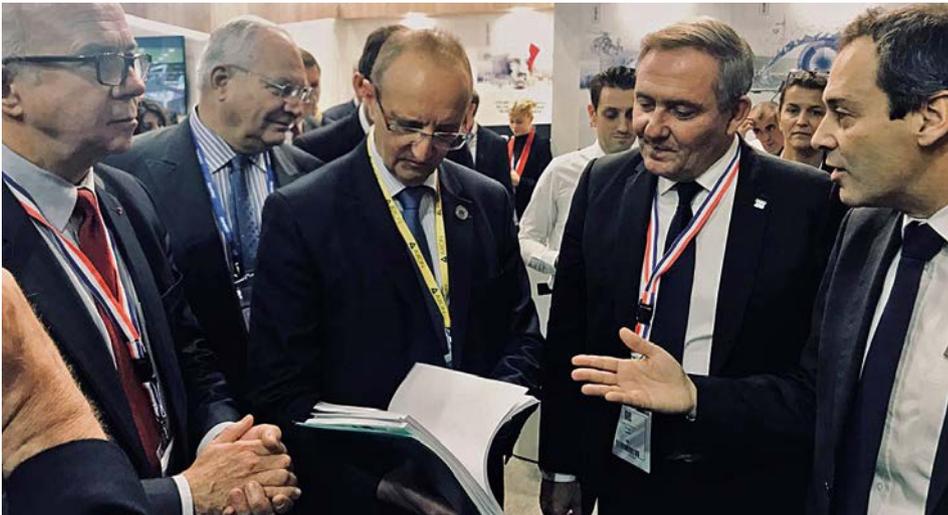
En effet, aux contraintes imposées par la situation sanitaire du pays et qui ont ralenti (voire supprimé !) le rythme de réunions d'échanges d'information avec nos partenaires étatiques, s'est ajouté à l'été un changement de gouvernement qui a contraint l'équipe projet à retisser des liens de confiance avec les nouveaux ministres en charge et à réexpliquer le bien-fondé d'une offre technologique française concourant à la sécurisation de cet événement de portée planétaire.

Toutefois, nos industriels ont pu engager de nombreux projets et en particulier, sous la houlette du SGDSN, conduire en Septembre à Paris dans l'enceinte du stade Roland Garros et à l'occasion du tournoi international qui s'y déroulait, des expérimentations utiles pour les JOP 2024.

Orientées principalement vers le contrôle d'accès et la gestion des flux et accréditations, ces expérimentations en appellent d'autres prévues en 2021 à Marseille, au stade vélodrome.

En juillet 2020, les industriels, dans le cadre du comité mixte, ont remis une offre complète d'études et d'expérimentations à l'Etat.

Par ailleurs, la fin de l'année 2020 a été mise à profit pour densifier les contacts avec les différents acteurs du dossier au sein du ministère de l'Intérieur et porter la voix des industriels de la sécurité auprès du Président de la République et aussi auprès du premier Ministre, rôle dévolu à Marc DARMON et à l'équipe projet.



La sécurisation des grands événements sportifs est l'une des priorités du GICAT qui s'est associé à S&D magazine pour réaliser ce hors-série sur les JO 2024.

Territoires de **Confiance**

Les territoires et les sites, grands et petits, font face à des enjeux majeurs et croissants de protection des personnes et des biens.

Face aux menaces classiques, de toutes intensités, pouvant de surcroît se combiner à celles provenant du cyberspace, ces derniers sont de plus en plus démunis.

La valorisation de leurs données est également un point majeur de leur équation économique, dont l'utilisation nécessite un cadre éthique rassurant et pérenne.

Fort d'une démarche concertée entre les industriels majeurs du secteur, Grands Groupes, ETI, PME et start-up, le projet Territoires de confiance porté par le GICAT apporte une réponse sans précédent, en parfaite cohérence avec les travaux du Livre Blanc sur la Sécurité Intérieure.



Dans le cadre du Conseil National de l'Industrie et son Comité de Filière des Industries de Sécurité, il permet aux collectivités, aux opérateurs et aux industriels de bâtir ensemble une vision partagée de leur sécurité à long terme. L'année 2020, malgré le contexte de crise, a apporté une contribution au plan de relance et a permis la mise en place de 10 groupes de travail mixtes rassemblant collectivités et industriels, avec le soutien de l'Etat :

- Cadre juridique d'emploi et éthique
- Valorisation/modèle économique de la donnée
- Protection cyber efficace du territoire de confiance
- CERT/SOC territorial
- Continuum de sécurité
- Le Citoyen, acteur de sa sécurité
- Accès au même niveau de service sur l'ensemble du territoire
- Vidéo-tranquillité et optimisation de moyens au-delà de la vidéoprotection
- Piloter les risques de la smart city
- Financement

En cohérence avec ces besoins, et en visant la mise en œuvre de « plateformes territoriales intelligentes » dès 2021, tous les territoires et sites connectés pourront à terme bénéficier d'un ensemble de services de confiance au meilleur niveau de technologie, dans une approche souveraine, standard et éthique.

Le GICAT prend le pli européen

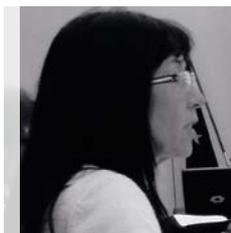
Depuis quelques années, la défense européenne en matière d'investissements industriels n'est plus un mirage. En 2019 et 2020, via l'EDIDP, Bruxelles a consacré 500 millions d'euros pour des consortia rassemblant au moins trois entreprises de trois pays européens.

Dans ce cadre, le GICAT joue pleinement son rôle au service de ses adhérents. Sous la coordination du responsable des affaires européennes Axel NICOLAS, la délégation agit

à travers trois axes : influence auprès des instances d'intérêt, pédagogie pour les adhérents et mise en relation avec des entreprises européennes. À partir de 2021, le Fonds Européen de la Défense (FED) entre en action, avec un milliard d'euros chaque année dédié à la R&D. Notre groupement sera pro-actif, toujours au service de ses membres.



Le groupe de travail Munitions REACH du GICAT en première ligne pour défendre les intérêts de la filière au niveau européen



Qui êtes-vous, Joëlle PINCHOT ?

J'ai consacré ma carrière professionnelle à la pyrotechnie. Après 17 années dans le groupe SNPEJ, j'ai intégré le Groupe Etienne Lacroix en 2000. Je suis référente « Matières chimiques et composants pyrotechniques » sur son site ariégeois. J'ai été nommée cheffe de projet REACH (registration, evaluation, authorization, and restructuring of chemicals) à la suite de la parution de ce règlement en 2006.

tion, evaluation, authorization, and restructuring of chemicals) à la suite de la parution de ce règlement en 2006.

Que fait le groupe REACH au sein du GICAT ?

Motivé par la volonté d'une interprétation commune des exigences de ce règlement REACH complexe, impactant l'ensemble des activités pyrotechniques, Lacroix avait souhaité regrouper les principales industries de la pyrotechnie militaire. Le groupe REACH du GICAT a ainsi été créé en 2008 et regroupe Nexter-Munitions, MBDA-Systems, Davey-Bickford, Ariane group, Euroenco, Thales Group, Lacroix bien sûr, puis Junghans-T2M, Airbus DS et Nobel Sport avec le soutien de notre syndicat, le SFEPA.

Quelles ont été vos activités en 2020 ?

L'année 2020 a été marquée par la mise à jour du guide professionnel de classification des munitions et composants pyrotechniques selon REACH, qui intègre la notion d'objet complexe. Cette quatrième version rédigée en anglais, bénéficie aussi de la collaboration et de l'approbation du SFEPA (Syndicats des Fabricants d'Explosifs, de pyrotechnie et d'Artifices), de l'AeroSpace and Defense Industries Association of Europe (ASD) et du BDSV (Association allemande des industriels de la Défense). Elle est utilisée par l'Agence européenne de défense (AED) comme position commune approuvée par les MOD's européens. Il est donc une référence pour échanger sur ce sujet avec les institutionnels.

Autre sujet épineux : l'application du règlement CLP (Classification, Labelling, Packaging) qui a donné lieu à de nombreux échanges entre industriels européens pour harmoniser les règles d'étiquetage des munitions.



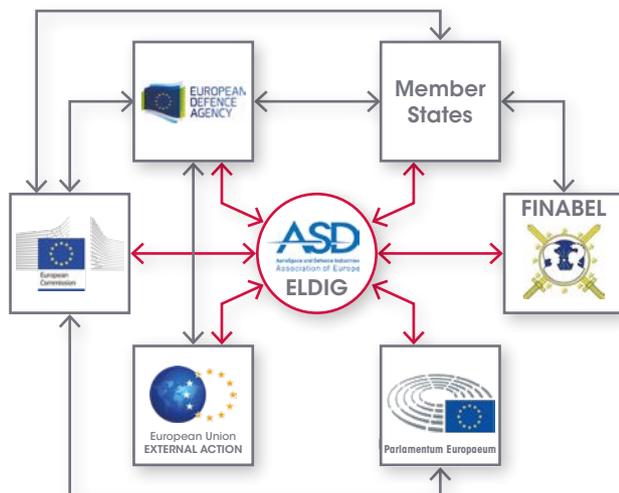
ELDIG : l'instance de dialogue des principales entreprises européennes du terrestre

Qui êtes-vous, Isabelle DESJEUX ?

Je suis Chairperson de l'ELDIG depuis mars 2020 (prenant la suite de Rheinmetall) et ce pour deux ans. Au quotidien, je suis depuis 2017, directrice des Affaires européennes pour Safran Electronics & Defense. Avant cela, j'ai passé quelques années à l'Agence européenne de défense, chez Sagem DS ainsi qu'à la DGA.

Quel est rôle de l'ELDIG ?

L'ELDIG (European Land Defence Industry Group) est le groupe sectoriel 'Land systems' du département Défense de l'ASD. Il vise à renforcer la position des industries terrestres en Europe et à soutenir les relations et le dialogue avec les autorités et les institutions de l'UE. Par l'implication de ces membres (25 sociétés de 8 États membres de l'Union européenne et de 2 États non membres de l'UE), l'ELDIG peut interagir avec les différents interlocuteurs impliqués dans le secteur Terrestre.



Comment s'est déroulée l'année 2020 ?

Elle a été importante à plusieurs égards ...

Après les lancements de initiatives PADR et EDIDP, l'ELDIG a préparé celui du Fonds européen de défense. En publiant la section 'Proposals for Research Technologies & Development Land priorities' du document de l'ASD « Proposals for the content of the European Defence Fund (EDF) », l'ELDIG a été en mesure de valoriser ces propositions en les présentant aux entités en charge du Fonds européen de défense. Ce travail n'a pu être achevé que grâce à l'implication de tous ses membres. Bien sûr, le GICAT, qui est membre de l'ELDIG et dont la Commission R&T&I est notre principal interlocuteur y a contribué.

Malgré la pandémie et les difficultés à voyager, l'ELDIG a continué de se réunir, virtuellement, bien entendu, et d'enrichir le dialogue avec les acteurs Défense de l'Union européenne que sont la Commission européenne, l'Agence européenne de la défense et FINABEL.

Les relations entre l'AED et l'ELDIG se sont aussi resserrées puisque depuis Septembre 2020 et ce grâce au représentant Nexter Systems qui était rapporteur industriel au CapTech Land Systems, je suis invitée à toutes les réunions de ce groupe de travail. La réciproque s'est mise en place en 2021.

L'année 2020 a été également celle du démarrage d'une réflexion sur les opportunités de financement de la recherche civile qu'offrent Horizon Europe et les besoins des membres de l'ELDIG. Synergies entre les industries de Défense, Sécurité et Espace vont devenir les dossiers importants de 2021.

... et 2021 sera capitale !

Baucoup de travail en perspective pour notre groupe ! L'objectif est que les enjeux technologiques et capacitaires que rencontrent nos forces armées soient pris en compte par les institutions européennes à hauteur des besoins des armées de Terre.

2 ▶ 3.02



Platinum Security exhibition

Du 2 au 3 février 2021, s'est tenu la 2^{ème} édition du salon Platinum Security Exhibition, à Monaco. Organisé par le COGES Events, filiale commerciale du GICAT, en collaboration avec Expo Monaco, l'événement a marqué le retour aux affaires et a rassemblé de nombreux représentants du monde de la sécurité et de la sûreté.

21 ▶ 25.02



IDEX

Du 21 au 25 février 2021, le salon IDEX à Abou Dhabi, a permis au GICAT de fédérer 42 entreprises du monde de la Défense sur un Pavillon France de 1 175 mètres carrés. Une belle vitrine du savoir-faire hexagonal en matière d'équipements innovants dans les domaines du terrestre, de l'aéronautique et du maritime.

8 ▶ 10.06



ShieldAfrica

Du 8 au 10 juin 2021, le salon international ShieldAfrica organisé par le COGES Events à Abidjan, en Côte d'Ivoire rassemblera 145 exposants internationaux autour du thème des « Nouveaux enjeux de sécurité dans les métropoles africaines ». Acteurs étatiques et privés de la sécurité et de la défense du continent africains pourront y confronter leur expertise et découvrir des solutions adaptées auprès des exposants français notamment.

7 ▶ 9.09



FIC

Du 7 au 9 septembre 2021, se tiendra le Forum International de la Cybersécurité (FIC) au Grand Palais de Lille. Pour sa quatrième édition, le GICAT disposera d'un pavillon pour présenter les solutions de ses adhérents en matière de cybersécurité. Il accueillera également sur son stand, trois start-ups issues du label GENERATE : ID DOC, N-Solutions et Seald.

13 ▶ 14.10

Forum Entreprises Défense



Du 13 au 14 octobre 2021, aura lieu la 17^{ème} édition du Forum Entreprises Défense, à Versailles, sur le thème du maintien en condition opérationnelle (MCO-T) dans le cadre d'un conflit en haute intensité. Organisé conjointement par le GICAT, la SIMMT et la CCI Paris Île -de-France, ce forum sera l'occasion pour les différents acteurs du MCO-T d'échanger avec les services de la Défense et de présenter leur savoir-faire à travers des stands d'exposition, des conférences et des tables rondes. Le Prix Jaycat récompensera la start-up/TPE/ PME la plus innovante.

19 ▶ 22.10

Milipol Paris



Du 19 au 22 octobre 2021, la 22^{ème} édition du salon Milipol Paris donne rendez-vous aux professionnels de la Sécurité à Villepinte. L'occasion pour le GICAT de fédérer un Pavillon France afin de présenter l'expertise française dans ce domaine et plus précisément pour la sécurisation des grands événements et les Territoires de confiance.

16 ▶ 18.11

Salon des Maires



Du 16 au 18 novembre 2021, se tiendra le Salon des Maires et des Collectivités locales, à Paris. Pour la première fois, le GICAT disposera d'un stand pour accompagner ses membres dans la promotion de leurs savoir-faire auprès d'élus œuvrant tous au quotidien à la gestion, à la sécurisation et au développement des territoires.



Expodefensa 2021

Feria Internacional de Defensa y Seguridad
International Defense and Security Trade Fair

29.11 ▶ 1.12

Expodefensa

Du 29 novembre au 1^{er} décembre 2021, Expodefensa, le salon de référence en Amérique Latine pour la Défense et la Sécurité (tri-service : Terre, Air, Mer), ouvrira ses portes à Bogota, en Colombie. Organisé par le GICAT, via sa filiale Le COGES Events, ce salon comptera avec un Pavillon France où pourront exposer ses adhérents.



29.11 ▶ 2.12

Egypt Defence Expo (EDEX)

Du 29 novembre au 2 décembre 2021, la 2^{ème} édition d'EDEX se déroulera au Caire. Pour l'occasion, le GICAT fédèrera un Pavillon France dans l'objectif de promouvoir les industries de défense françaises.



Président
Marc DARMON
Vice-Président de THALES



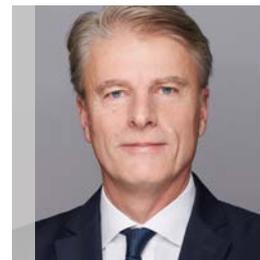
Délégué Général
Jean-Marc DUQUESNE



Délégué Général adjoint "Défense"
Thierry PUIG



Délégué Général adjoint "Sécurité"
Gérard LACROIX



Secrétaire général
Hubert de CHARSONVILLE



Directeur des affaires publiques
et de l'innovation
François MATTENS



Directrice de la communication
et de l'événementiel
Delphine SAMPIC BERGER



Responsable des services
et du développement
Hermance BAUDRY



Responsable des affaires
européennes et des études
Axel NICOLAS



Assistante de direction
Office manager
Iiham DAIGNY

Ils nous font Confiance

ADHÉRENTS GICAT					
4D-VIRTUALIZ	CETRAC.IO	EUROPEAN SYSTEMS	LOSBERGER RDS	SAINT-GOBAIN SULLY SAS	VISTORY
A AAA	CEVIDRA	INTEGRATION (ESI) S.A.	LUCEOR	SAPL	VOCAPIA RESEARCH
ACCENTURE FRANCE SAS	CGI FRANCE	EVITECH	MADER AERO	SATELIT - ODYSUR	WINTELLS
ACIER PLUS	CILAS	EXAVISION	MANITOU	SCANIA FRANCE	MEMBRES GENERATE
ACMH	CIVI.POL	F2J REMAN	MARCK	SCHNEIDER ELECTRIC	AEROMAPPER
ACSSI	CKP ENGINEERING	FACTEM	MASA GROUP	SCILLE SAS	ALEPH-NETWORKS
ACTIA TELECOM	CNM	FRANCE MACCAFERRI	MBDA FRANCE	SCIOTEQ	ALGODONE
AD INDUSTRIES	COLLINS AEROSPACE	FRENCHSHIELD	MC2 TECHNOLOGIES	SCROME	ANOTHER BRAIN
ADIT	COMROD	FRZ CONSULTING	MCSA	SECAPEM	ARMTEK
AERACCESS	CONNECTIV-IT	GACHES CHIMIE	METRAVIB	SECURITAS	CARFIT
AGUERIS	CORDON DS2I	GDI SIMULATION	MEUNIER INDUSTRIES	SEGULA MATRA AUTOMOTIVE	CERBAIR
AIR PRECISION SAS COBHAM	COREXALYS	GEO4I	MICHELIN	SEKOIA	CHRONOLIFE
AIRBUS DEFENCE & SPACE	CORPGUARD	GEODIS	MILTON	SEMA WORLD	CISTROM
AIRBUS HELICOPTERS	CORPGUARD DEFENSE SERVICES	GEOLSEMANICS	MOOG	SEMIA	DIODON DRONE
AIRBUS SAS	COSEVICES	GEOMATYS	MP-SEC. DÉFENSE ÉQUIPEMENT	SERA INGENIERIE	DIVA ROBOTICS
AKKA	CREATIVE DATA (SAAGIE)	GEOMINES	CONSEIL	SERT	DUST MOBILE
ALEPH-NETWORKS	CRITICAL BUILDING	GEOS SAS	MSP FRANCE	SHARK ROBOTICS	EARTHUCBE
ALTELIOS TECHNOLOGY	CRITT M2A	GIE DEFENSE NBC	MUSTHANE	SILMACH SA	ELIKA TEAM
ALTRAN	CROSSCALL	GILEP	NAE NORMANDIE AEROSPACE	SINEQUA	FLAMINEM
AMCO LES ESCAMOTABLES	CS COMMUNICATION & SYSTEMES	GK PROFESSIONAL	NAVI-TRADE FORWARDERS	SOCIETE NOUVELLE ZHENDRE	GABBER - M-CADOR
AMEFO	GROUPE ADF	GROUPE ADF	NEXEYA (HENSOLDT FRANCE SAS)	SOFEMA	GO SECURE
AMETRA	GROUPE LEGENDRE	GROUPE LEGENDRE	NEXTER ROBOTICS	SOFLOG-TELIS	GOLEM.AI
AMPHENOL SOCAPEX	GROUPE PARTENAIRE SECURITE	GROUPE PARTENAIRE SECURITE	NEXTER SYSTEMS	SOFRAME	GWAGENN
A-NSE	GUDEL SUMER	GUDEL SUMER	NEW IMAGING TECHNOLOGIES	SOLARMTX	ICARUS SWARMS
APPRES	HEBCO INDUSTRIE	HEBCO INDUSTRIE	NICOLAS INDUSTRIE	SOPHIA CONSEIL	ICOHUP
AQUILAE	HENRI BLANC SA	HENRI BLANC SA	NOURY SOLUTIONS	SOPRA STERIA	INTERNEST
ARDANTI DEFENSE	HENSOLDT FRANCE SAS	HENSOLDT FRANCE SAS	NOVAE SERVICES	SPECTRACOM	ITECA
ARES TECHNOLOGIES	HGH SYSTEMES INFRAROUGES	HGH SYSTEMES INFRAROUGES	NSE	SPHEREA TESTS ET SERVICES	JALGOS
ARINC	HIOLLES TECHNOLOGIES	HIOLLES TECHNOLOGIES	NYCO	SPIE BATIGNOLLES	LABCOOR
ARMORIC HOLDING	HUTCHINSON SNC	HUTCHINSON SNC	ODAS	STARTER - GROUPE DLD	LINKURIOUS
ARQUIUS	IDEMIA	IDEMIA	OMAT	STERELA	LOKLY
ARTEFACT	IFESO	IFESO	ONERA	STRATIFORME	LTU TECH
ARTEM INFORMATION & STRATEGIES	IGN FI	IGN FI	OPPSCIENCE	STUDEC SAS	MIM&TECH
ASB	IMPACT SAS	IMPACT SAS	ORANGE BUSINESS SERVICES	STUDELEC	MOABI
ATERMES	IMS INNOVATION AND	IMS INNOVATION AND	OUVRY SAS	SUNROCK	MONKILOWATT
ATOS	MEASUREMENT SYSTEMS /	MEASUREMENT SYSTEMS /	PERTIMM	SURVEY COPTER	MOS NUTRITION
AUBERT & DUVAL	GROUPE SDS	GROUPE SDS	PEWAG FRANCE	SURYS	NUMALIS
AXEM TECHNOLOGIES	INDUSTEEL ARCELOR MITTAL	INDUSTEEL ARCELOR MITTAL	PHOTONIS TECHNOLOGIES SAS	SYSNAV	OLEA INNOVATION
AXIS COMMUNICATIONS SAS	INPIXAL	INPIXAL	POLE MECANIQUE (MECAPOLE)	SYSTRAN	OLVID
BANC NATIONAL D'EPREUVE	INSTITUT VEDECOM	INSTITUT VEDECOM	PREDICT	SYT TECHNOLOGIES	OTHELLO
DES ARMES ET MUNITIONS	INTERNEST	INTERNEST	PROBAYES	TEB	OTONOHM
BBE DEVELOPPEMENT	ISD - INGENIERIE SERVICES	ISD - INGENIERIE SERVICES	PROENGIN	TECHNIC EXPORT	OUTSIGHT
BEARING POINT	DEVELOPPEMENT	DEVELOPPEMENT	PRONERGY	TELEFLOW	OUTSIGHT
BERNIER	ISL	ISL	PROTECOP	TERAKALIS	PHOENIX EQUIPEMENT
BERTIN TECHNOLOGIES	IXBLUE	IXBLUE	PROVE & RUN	TEXELIS	PHYSIP
BODY ARMOR RECYCLER	JOHN COCKERILL DEFENSE FRANCE	JOHN COCKERILL DEFENSE FRANCE	QOSGUARD	THALES C&S	PROSHOCK
BOLLROE LOGISTICS	JPB SYSTÈME	JPB SYSTÈME	QUIRI	THIOT INGENIERIE	STERBLUE
BREN-TRONICS FRANCE	JSM PERRIN	JSM PERRIN	RACINE	TITAN AVIATION	STYCKR
BRM INDUSTRIE	JY'NOVE	JY'NOVE	RED TECHNOLOGIES	TOUTENKAMION	SURICOG
CEFA	KALIMA	KALIMA	REDCORE	TRACETEL	TEXPLAINED
CEGELEC DÉFENSE	KAPI	KAPI	RENK	TRESCAL (SOMELEC)	THINKDEEP
CENTIGON	KOPP	KOPP	REYNAUD CAUVIN VVOSE (RCY)	TURGIS ET GAILLARD INDUSTRIE	TAAK
CENTIGON FRANCE	LGM	LGM	RISK & CO	UNAC	UNIRIS
CEPA SAS	LHERITIER	LHERITIER	ROXEL	URBACO	VIDETICS
CERBAIR	L'HOTELLIER	L'HOTELLIER	RUAG DEFENCE FRANCE	UTILIS	VRMAZE
CESTA	LINKURIOUS	LINKURIOUS	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE	VERNEY-CARRON	WARYME
	LOCKSELF	LOCKSELF		VIRDYS	ZAPATA

GICAT

Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres



GICAT.COM

3 Avenue Hoche - 75008 Paris - France

+33 1 44 14 58 20

contact@gicat.fr